

Série A

Lois, décrets et actes originaux des assemblées de

1789 à mai 1940

par

Isabelle Rouge-Ducos

Conservateur à la section du XIX^e siècle des Archives nationales

Paris

Archives nationales

2011

Sommaire

Introduction à la première partie de la Série A	<u>9</u>
Intitulé.....	<u>9</u>
Dates.....	<u>9</u>
Importance matérielle.....	<u>9</u>
Conditions d'accès.....	<u>9</u>
Producteurs.....	<u>9</u>
Présentation du contenu.....	<u>9</u>
Moyen de recherche d'une loi originale ou d'un décret dans la série A, première partie.....	<u>12</u>
Histoire de la conservation.....	<u>15</u>
Sources complémentaires	<u>17</u>
Sources manuscrites	<u>17</u>
Sources imprimées : publications des lois.....	<u>17</u>
Inventaire de la série A, première partie : lois, décrets et actes	<u>19</u>
des Assemblées nationales de 1789 à l'an IX.....	<u>19</u>
Assemblée constituante.....	<u>19</u>
Lois de l'Assemblée constituante.....	<u>19</u>
Décrets de l'Assemblée constituante (7 octobre 1789 au 28 septembre 1792).....	<u>22</u>
Copies non authentiques des décrets de l'Assemblée constituante (registres).....	<u>23</u>
Assemblée législative.....	<u>24</u>
Lois promulguées et sanctionnées par le Roi	<u>24</u>
Lois de l'Assemblée législative non sujettes à la sanction du Roi.....	<u>24</u>
Lois de l'Assemblée législative rendues du 10 août au 21 septembre 1792.....	<u>24</u>
Décrets de l'Assemblée législative non sujets à la sanction du roi.....	<u>24</u>
Décrets de l'Assemblée législative.....	<u>24</u>
Copies non authentiques des décrets de l'Assemblée législative (registres).....	<u>25</u>
Convention nationale.....	<u>25</u>
Décrets de la Convention	<u>25</u>
Copies non authentiques des décrets de la Convention nationale (registres).....	<u>28</u>
Copies authentiques des décrets de la Convention nationale (registres).....	<u>28</u>
Copies authentiques des lois et décrets postérieurs à la Convention.....	<u>28</u>
Copies authentiques des lois et décrets rendus sous le Consulat.....	<u>29</u>
Décrets de liquidation d'offices et états de pensions.....	<u>29</u>
Rectifications des états de liquidations d'offices et des états de pensions	<u>30</u>
Enregistrement.....	<u>31</u>
Enregistrement des décrets des Assemblées.....	<u>31</u>
Enregistrement des lois et décrets de l'Assemblée constituante.....	<u>31</u>
Enregistrement des lois et décrets de l'Assemblée législative.....	<u>31</u>
Enregistrement des décrets de la Convention nationale.....	<u>31</u>
Enregistrement des résolutions des Cinq-Cents et des Anciens.....	<u>31</u>
Enregistrement des lois rendues sous le Consulat.....	<u>31</u>
Tables	<u>32</u>
Tables chronologiques	<u>32</u>

Tables des décrets de liquidation.....	<u>32</u>
Autres tables.....	<u>32</u>
Introduction à la seconde partie de la série A	<u>34</u>
Intitulé.....	<u>34</u>
Dates.....	<u>34</u>
Histoire du producteur.....	<u>34</u>
Répertoire numérique de la seconde partie de la série A.....	<u>35</u>
Lois de la Monarchie constitutionnelle et de la fin de l'Assemblée législative	<u>35</u>
(12 août 1789 – 20 septembre 1792).....	<u>35</u>
Lois de la Convention (21 septembre 1792 – 17 ventôse an II).....	<u>38</u>
Lois du Directoire (15 brumaire an IV – brumaire an VIII).....	<u>39</u>
Lois du Consulat et de l'Empire (8 frimaire an VIII – 23 janvier 1814).....	<u>41</u>
Lois de la Restauration (2 mai 1814 – août 1829).....	<u>43</u>
Lois de la monarchie de Juillet (9 août 1830 – 30 décembre 1847).....	<u>45</u>
Lois de la Seconde République et du Second Empire (24 février 1848 – 3 septembre 1870).....	<u>50</u>
Lois de la Troisième République (4 novembre 1870 – 23 mai 1940).....	<u>61</u>

Série A

Lois, décrets et actes originaux des assemblées de 1789 à mai 1940

par

Isabelle Rouge-Ducos

Conservateur à la section du XIX^e siècle des Archives nationales

La série A se compose de deux fonds de provenance différente que nous présentons ici successivement :

1° La collection des lois et décrets originaux ou authentiques conservée aux Archives des Assemblées révolutionnaires (Constituante, Législative et Convention). Elle s'achève en principe au début de l'an IV avec l'installation du régime du Directoire. Cependant, son archiviste, Armand-Gaston Camus, l'a poursuivie jusqu'au début du Consulat par des registres de copies. Elle est cotée actuellement A/1 à 336. Elle fit l'objet d'un inventaire d'Henri Lot en 1860, repris en 2010-2011, à la suite du reconditionnement de cette série.

2° La collection originale des lois conservée par le ministre de la Justice, garde du sceau de l'État, appelée « série A seconde partie », lui permettait d'assurer la publication et la diffusion des lois ; son inventaire, commencé par Marie-Elisabeth Antoine, Ségolène Barbiche, Émile Chardon et Christiane Lamoussière, a été achevé en 2010-2011, à la suite d'un reconditionnement complet, en prévision du déménagement des Archives nationales à Pierrefitte-sur-Seine.

Introduction à la première partie de la Série A

Intitulé

Lois, décrets et actes originaux des Assemblées.

Dates

1789-1940.

Importance matérielle

350 ml (1565 articles).

Conditions d'accès

Restrictions en raison de la fragilité des documents.

Producteurs

Assemblées nationales de 1789 à 1801.

Création de l'Assemblée nationale le 17 juin 1789, devenue Constituante le 9 juillet 1789, a siégé jusqu'au 30 septembre 1791. Ses députés votent la Constitution du 3 septembre 1791 puis se séparent.

Assemblée législative : 10 octobre 1791 – 20 septembre 1792. Application de la Constitution de 1791.

Convention nationale : 20 septembre 1792 – 26 octobre 1795. Constitution du 24 juin 1793, dite de l'an I, qui n'a pas été appliquée.

Directoire : Constitution du 22 août 1795 (de l'an III) et Conseil des Cinq-Cents : 28 octobre 1795 – 9 novembre 1799.

Consulat et premier Empire : Constitution du 13 décembre 1799, dite de l'an VIII. Corps législatif : 1er janvier 1800 – 7 avril 1814.

Présentation du contenu

Évoquons le processus d'élaboration et la forme des lois sous la Révolution. L'Assemblée donna pour la première fois des prescriptions sur la sanction et la promulgation des lois par un décret du 2 octobre précisant que tout décret devait être sanctionné pour devenir loi, le décret étant, jusqu'à la Constitution de l'an III, un acte du pouvoir législatif ; la loi était l'acte authentique mis en forme par le pouvoir exécutif pour rendre exécutoire le décret : « Aucun acte du Corps législatif ne pourra être considéré comme loi, s'il n'est pas fait par les représentants de la nation librement et également élus, et s'il n'est sanctionné par le monarque » (décret du 2 octobre 1789, art. 9).

Le décret du 9 novembre 1789, rassemblant des décrets qui avaient été votés séparément comme articles de Constitution, les 7, 8, 10 octobre et 5 novembre 1789, précisèrent la formule de sanction : le consentement royal devant être exprimé sur chaque décret par cette

formule signée du roi : « le Roi consent et fera exécuter ». Le refus suspensif était exprimé par celle-ci : « le Roi examinera ». Le roi voit sa titulature changer, « Roi de France et de Navarre » étant ôté en préambule pour « Louis, par la Grâce de Dieu et par la Loi constitutionnelle de l'État, Roi des Français ».

Les Constituants venaient d'accorder au roi, en septembre 1789, le droit de veto suspensif, voté le 15 septembre 1789 par 673 voix contre 336. Il conservait au roi une fonction législative, en vertu de la théorie du pouvoir constituant qui réunissait, pour un temps, les trois pouvoirs ; mais cette participation avait été très limitée, car les partisans d'une franche séparation des pouvoirs l'emportèrent à l'Assemblée. Le roi avait un droit d'initiative législatif restreint, d'abord parce qu'il pouvait seulement inviter le Corps législatif à prendre un objet en considération, ensuite parce que son veto n'était que suspensif ; le roi pouvait en effet refuser son consentement à un décret durant deux législatures successives seulement, au-delà desquelles le texte d'un décret devenait loi d'office. Ainsi, une loi résultait soit d'un décret sanctionné, soit d'un décret présenté par trois législatures, soit d'un décret qui n'était pas soumis à sanction en raison de la matière traitée (élections, crime de lèse-nation, impôts, cf. la Constitution de 1791).

Avant le décret du 2 novembre 1790, les décrets acceptés ou sanctionnés par le Roi étaient promulgués sous des intitulés multiples, lettres patentes, proclamations, déclaration, ordonnances, instructions ou arrêts du Conseil ; après le 2 novembre 1790, on ne trouve plus que des lois ou des proclamations. Les proclamations royales n'étaient qu'une manière de promulguer les lois, d'après la Constitution de 1791 : « Le pouvoir exécutif ne peut faire aucune loi, même provisoire, mais seulement des proclamations conformes aux lois, pour en ordonner ou en rappeler l'exécution ».

C'est par ce décret du 2 novembre 1790 que furent précisées les formules de sanction et de promulgation et qu'apparaissent les conditions d'envoi aux tribunaux et corps administratifs. Pour chaque décret de l'Assemblée, il devait être fait deux expéditions authentiques ; sur chacune de celles-ci, le Roi devait y exprimer son consentement – contresigné par le ministre de la Justice –, au moyen de la formule : « Le Roi accepte et fera exécuter » ou « Le Roi consent et fera exécuter », suivant qu'il s'agissait d'un décret constitutionnel ou législatif. En cas de refus suspensif, la formule restait : « Le Roi examinera ».

L'une des expéditions devait être renvoyée alors aux archives de l'Assemblée, l'autre gardée par le ministère de la Justice. Pour chaque décret accepté ou sanctionné, il devait être fait deux expéditions en parchemin avec la formule de promulgation, signées du Roi, contresignées par le ministre de la Justice et scellées du sceau de l'État, l'une étant destinée aux archives de l'Assemblée, l'autre devant rester au ministère de la Justice. Elles constituaient désormais les originaux authentiques des lois.

Avant la fuite du roi (20-21 juin 1791), tous les décrets étaient signés du roi avec la nouvelle formule de sanction et contre-signés par le ministre de la Justice : la sanction était obligatoire pour faire exister la loi et pour la faire exécuter, même si deux courants politiques s'opposèrent sur la sanction, reflets des clivages relatifs au veto. Certains députés considéraient que la sanction confiée au Roi représentait une partie du pouvoir législatif qu'il partageait avec l'Assemblée : selon cette conception du roi « co-législateur », la participation des deux détenteurs de la volonté de la nation, le monarque et les représentants, est obligatoire

pour que la loi existe pleinement. Sans la sanction, la loi est nulle.

D'autres estimaient que la sanction n'était pas liée à l'élaboration de la loi mais à son exécution : l'Assemblée seule fait la loi, le roi ne représente que lui-même et n'est pas le chef de la nation, il ne peut la contrarier car elle lui est supérieure. Dans ce cas, la sanction est nécessaire pour que la loi puisse être exécutée mais elle ne contribue pas à sa formation. « Libre ou forcée, la sanction est l'acte qui ordonne soit implicitement, soit explicitement, l'exécution de vos décrets » déclarait le député Lanjuinais¹. Cette seconde interprétation de la sanction, restrictive ou « mécanique », en venait à la confondre avec la promulgation, comme en témoigne Robespierre : « La sanction n'est autre chose que l'acte par lequel le dépositaire du pouvoir exécutif promet à la nation de faire exécuter la loi et la promulguer »².

La sanction royale fut suspendue du 21 juin 1791 au 25 juin, les actes furent alors signés par six ministres puis, à partir du 26 juin au 13 septembre 1791, seul le ministre de la Justice signa les décrets. L'ancien système, établi le 2 novembre 1790, fut repris après l'acceptation de la Constitution par le Roi, le 14 septembre 1791, et appliqué sous la Législative.

En pratique, il fut effectivement fait deux expéditions de chaque décret de l'Assemblée nationale ; une collection de ces décrets figure dans la première partie de la série A (A/70 à 102, A/109 à 185), pour la période 1789-4 brumaire an IV. C'est celle qui fut renvoyée aux archives de l'Assemblée. La collection du ministère de la Justice a été cotée dans BB/34 (BB/34/ 1/1 à 1/101), pour la période juin 1789 – 4 brumaire an IV. Les lois destinées à l'Assemblée nationale furent scellées ; par contre, celles qui sont restées au ministère de la Justice le sont très rarement (elles ont toutes été signalées dans l'inventaire) contrairement à ce qui avait été décrété le 2 novembre 1790. Au ministère de la Justice, certains décrets de l'Assemblée nationale firent l'objet de nouvelles expéditions avec la formule de consentement du Roi et sa signature ; de même, le ministère établit et conserva plusieurs exemplaires des lois, se constituant une collection de doubles pour la période de janvier 1791 au 20 septembre 1792 (A/1022/1 à 1022/8).

La collection des lois des Archives de l'Assemblée s'arrête le 21 septembre 1792, jour où la Convention succéda à l'Assemblée législative. Les décrets des 10 et 15 août 1792 avaient chargé le Conseil exécutif provisoire de faire sceller les lois, de les faire promulguer, d'établir deux expéditions originales de chaque loi, l'une destinée aux archives de l'Assemblée, l'autre au ministère de la Justice. Mais le règlement interne de la Convention du 28 septembre 1792 semble avoir mis fin à la collection des lois des archives de l'Assemblée, en stipulant que toutes les lois seraient envoyées au pouvoir exécutif. A partir du 22 septembre 1792, il n'y eut plus qu'une seule collection d'originaux, conservée par le ministère de la Justice ; c'est celle qui a été classée et répertoriée en 2002 (A/1022/22 à 1022/30) ; elle s'interrompt à son tour le 17 ventôse an II. Le conseil exécutif provisoire (ainsi que les ministres) fut supprimé par décret du 12 germinal an II ; il cessa ses fonctions le 1^{er} floréal an II. La garde du sceau de la République, l'impression, la publication et la diffusion des lois furent confiées à la Commission des administrations civiles, police et tribunaux, sous le contrôle du pouvoir législatif.

1. *Archives parlementaires*, t. 8, p. 588.

2. *Archives parlementaires*, t. 8, p. 80.

La collection des originaux des lois reprend le 15 brumaire an IV avec la suppression de la Commission des administrations civiles, police et tribunaux et la réapparition du ministère de la Justice. La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795) représente en matière législative une date très importante ; elle établit une distinction entre, d'une part, les lois votées par les assemblées délibérantes et, d'autre part, les actes du pouvoir exécutif (puis du chef de l'État). Ces derniers portèrent le nom d'arrêtés sous le Directoire et le Consulat, de décrets sous l'Empire, d'ordonnances sous la Restauration et la monarchie de Juillet, de décrets à partir du Second Empire. Ne figurent plus désormais dans A que les lois, dont le ministre de la Justice restait l'unique dépositaire. Les arrêtés, décrets et ordonnances sont conservés dans BB/34 pour l'ensemble des ministères jusqu'à la fin de la Restauration. A partir de la monarchie de Juillet, chaque ministère se mit, en effet, à garder les actes qui le concernaient (par exemple, ceux qui ont été contresignés par le ministre de l'Intérieur sont à rechercher dans F/1a). Cette situation dura jusqu'à la fin de 1941.

Sous le Directoire, les lois furent établies en double exemplaire, pour être conservées dans deux bureaux distincts du ministère de la Justice, le bureau des archives et le bureau du dépôt des lois (A/1023 à 1052). La collection du bureau des archives se distingue de la seconde en ce que les lois y comportent un numéro d'ordre. Malheureusement ces deux collections n'ont pas été différenciées au moment de leur cotation aux Archives nationales ; elles sont imbriquées l'une dans l'autre. Cette double collection s'interrompt après nivôse an VIII : le ministère de la Justice ne conserve plus désormais qu'une collection unique des originaux des lois.

Signalons que sous la Seconde République, de mai 1848 à décembre 1851, les originaux des lois furent conservés par l'Assemblée nationale (C/2432/1 à 2432/21). La collection du ministère de la Justice comporte des expéditions ou des ampliations scellées, pour cette période. Par ailleurs, les constitutions et lois constitutionnelles de la France, de 1791 à 1958, ne figurent pas dans A, mais sont conservées au Musée de l'histoire de France sous les cotes AE/I/29 et 30.

Le grand sceau pendant avait disparu de la collection de l'Assemblée nationale à la fin de la monarchie constitutionnelle. Les lois sont à nouveau scellées du grand sceau pendant sur lacs ou cordelettes, durant les périodes suivantes :

- Vendémiaire an XI à germinal an XII (A/1056 à 1079/4).
- 2 mai 1814 au 30 décembre 1847 (A/1089 à 1189/B).
- 13 juin 1849 au 22 décembre 1869 (A/1193/A à 1355).

Moyen de recherche d'une loi originale ou d'un décret dans la série A, première partie

Le cadre de classement adopté en 1854 reproduit de manière fidèle le classement que Camus et ses collaborateurs avaient donné aux actes législatifs au fur et à mesure de leur entrée aux Archives. Les inventaires et instruments de recherche qu'ils avaient dressés sont donc encore valables. Camus organisa les actes législatifs, du plus parfait au moins parfait, avec des conditionnements reflétant ce parti pris : les titres authentiques, avec les lois, par assemblée, dans de grandes boîtes en bois doublées de fer, puis les décrets, dans de petites boîtes en fer, puis les copies non authentiques, enfin les registres d'enregistrement des actes et les tables (fichiers réalisés à partir d'anciennes cartes à jouer dont on a utilisé le dos pour les fiches).

A leur dépôt aux Archives, les décrets étaient inscrits sur des registres cotés alors D, DI etc. (actuellement A*303-324). Chaque décret portait un numéro d'ordre qui était aussi celui de la loi correspondante et, la plupart du temps, on n'a pas retourné la minute originale du décret aux Archives : soit elle n'était pas exécutée et la Chancellerie royale avait pu dresser directement en parchemin d'après le procès-verbal de l'Assemblée une expédition de la loi promulguée, soit une minute de décret était extraite du procès-verbal pour le Garde des Sceaux et a été conservée dans ses archives (on la retrouve donc dans A seconde partie et dans BB/34 et non dans le fonds de l'Assemblée).

A partir du 2^e volume d'enregistrement, commencé le 22 novembre 1790 (décret du 26 octobre, A*304), les décrets ont été inscrits sur le côté droit des registres et les lois en face sur le côté gauche, conformément au décret du 2 novembre 1790 ; les décrets ont une numérotation romaine, les lois, la même numérotation mais en chiffres arabes. Celle-ci change avec chacune des assemblées, en recommençant à 1.

Dès lors, il existe toujours aux archives une expédition authentique sur papier des décrets et c'est pourquoi la collection ne commence qu'au numéro 738 (A/70). Les autres numéros de cette boîte ou n'ont pas été expédiés sur parchemin : n° 6, 107, 209bis, et ne figurent donc que là, ou bien par exception il en a été dressé deux expéditions, l'une sur papier (décret), l'autre sur parchemin (loi) : voir les n°23, 26, 46, 579. Par contre à partir de cette époque, il n'est pas rare que des décrets n'aient pas été promulgués sous forme de lois ou que des lois promulguées n'aient pas été expédiées sur parchemin. Ces expéditions cessent d'ailleurs complètement à dater du 7 septembre 1792 et cette pratique a été entérinée par le décret du 10-12 octobre 1792.

En raison de ce système, les lois et décrets sont classées dans les boîtes suivant leur numéro d'enregistrement aux Archives nationales et non suivant l'ordre chronologique.

Il ne faut pas s'attendre à rencontrer dans la série des lois des expéditions de toutes les lois promulguées. Toutes les boîtes présentent donc des lacunes.

Pour la Convention, il n'y a plus qu'une seule série sur papier, lois et décrets confondus.

Nous disposons d'une sorte d'inventaire pièce à pièce constitué par les registres d'enregistrement de Camus (A* 303-324), même si à l'origine ils ne servaient pas d'inventaire au garde des archives. Ces registres portent au crayon dans la marge gauche « PSP » (promulgué sur parchemin), indication de l'archiviste Lallemand lors du récolement de la série A en 1854 auquel servirent ces registres.

Il a été dressé une table de ces pièces par ordre chronologique de promulgation du décret ou de la loi : A* 325/1-7 et 326/1-7. Ces tables ont été réalisées à partir des registres d'enregistrement auxquels elles renvoient et non d'après les cartons, d'où des divergences si des actes manquent dans les boîtes (dès le récolement de Lallemand en 1854 des actes manquaient). Mais l'auteur des tables a pris soin d'écrire la mention « non expédié en parchemin » pour la plupart des lois qui rentrent dans cette catégorie (par exemple, pour la loi du 6 septembre 1791 enregistrée sous le n°3477, pour celle du 19 octobre 1791 n°3933, ou celle du 14 septembre 1792 n°1007). Si la fiche porte la mention « non expédié en parchemin », la loi n'existe pas en parchemin. Certaines fiches ne portent pas cette mention.

Assemblée constituante (juin 1789-30 septembre 1791) (A/1-102)

Lois : A/1-69

Décrets : A/70-102

Tables des lois : A/325/1-7

Tables des décrets : A/326/1-7

Registres : A*303-308

Ainsi, pour la recherche d'une loi, on doit consulter d'abord les tables, ensuite les registres, puis le présent inventaire et, enfin, aller aux boîtes en bois si on souhaite la loi sur parchemin ; si elle n'existe pas se reporter aux collections de décrets de cette Assemblée.

Pour les décrets antérieurs au 26 octobre 1790, se souvenir qu'il n'y a en général qu'une expédition sur parchemin dans la série des lois « première partie ». Par exemple, pour le décret du 1^{er} mai 1790 concernant l'exécution des décrets pour la division du royaume en départements et en districts, on trouve dans A*326 le numéro n°182, et on se reporte au présent inventaire, qui permet de repérer la boîte A/8, c'est la loi du 5 mai 1790. Pour les autres décrets même mécanisme, en utilisant tables, registre et le présent inventaire.

Assemblée législative

On doit distinguer trois types de lois définies dans Constitution du 3 septembre 1791 (ch. 3, section III, art. 7-8) :

Lois et décrets promulgués et sanctionnés par le roi du 1^{er} octobre 1791 au 9 août 1792

Lois : A/103-106

Décrets : A/109-121

Tables des lois : A/325/1-7

Tables des décrets : A/326/1-7

Registre : A* 309

Lois et décrets non sujets à la sanction du Roi du 10 octobre 1791 au 9 août 1792

Lois : A/107

Décrets : A/122

Tables des lois : A/325/1-7

Tables des décrets : A/326/1-7

Registres : A* 312 (autrefois G)

Lois et décrets rendus depuis le 10 août jusqu'au 21 septembre 1792

Lois : A/108

Décrets : A/109-121

Tables des lois : A/325/1-7

Tables des décrets : A/326/1-7

Registres : A* 309-311

Convention

Les actes ont été mis en plaquettes en 1892 suivant la date du décret de l'Assemblée, les anciens inventaires et tables ont perdu toute utilité pour cette période.

Histoire de la conservation

Par son règlement intérieur (29 juillet 1789), la nouvelle Assemblée avait décidé de se constituer un dépôt pour conserver les actes émanant d'elle ou qu'on lui envoyait, les lois et décrets y occupant une place symbolique avec les procès-verbaux, aujourd'hui en série C ; la loi fondatrice du 12 septembre 1790 faisait des archives des représentants de la nation les « Archives nationales », « le dépôt de tous les actes qui établissent la constitution du royaume, son droit public, ses lois et sa distribution en départements ».

Les lois révolutionnaires n'ont été qu'une partie du noyau initial des archives législatives. Le cadre de classement, qui reflétait les dispositions matérielles établie par le premier garde des archives Armand-Gaston Camus, dès 1789, a été maintenu par lui, malgré les changements de localisation des archives de l'Assemblée. Il nous est bien connu depuis Alexandre Tuetey³ : séries A, B, C et registres correspondants, complétées par le cadre ABCDE, qui sera repris ensuite par Daunou en 1809 mais avec un changement dans l'attribution des lettres. La série D de Camus « originaux des lois » devint A dans le nouveau système. En modifiant l'ordre des lettres, on changeait la priorité des séries, le cadre de classement reflétant alors une hiérarchisation des documents et non une juxtaposition simple.

Entre Camus et nous, il y eut l'arrivée à l'Hôtel de Soubise en 1808 puis le grand travail de remaniement des fonds législatifs et judiciaires, organisé à partir de 1846 jusqu'au début des années 1860. Rien n'avait été fait entre Camus et la monarchie de Juillet relativement à la série A. La section législative ayant été annexée à la section judiciaire en 1846, de nombreux fonds antérieurs comme postérieurs à la Révolution concernant ces domaines, versés depuis peu ou en attente de rangement, furent classés et organisés comme un tout lié à la matière juridique : ils occupaient les nouvelles pièces du premier étage du nouveau bâtiment construit sous Louis-Philippe, notamment les registres du Parlement installés en 1847 et, dans la dernière pièce de l'aile Louis-Philippe (située rue des quatre-fils, au premier étage, faisant jonction avec les futurs grands dépôts), la salle 245, avec les procès-verbaux des assemblées nationales, les archives de la Paierie (Chambre haute du pouvoir législatif et cour souveraine criminelle sous la monarchie) versées en 1848, celles des tribunaux révolutionnaires extraordinaires et le premier versement du ministère de la Justice (division criminelle) de 1827. Ce versement de 1827 contenait lui-même des collections d'originaux des lois venant du ministère de la Justice que l'on intégra dans les années 1850 dans la série A, héritière de Camus et Daunou.

Après cette première étape intermédiaire, la série A se trouvait encore dispersée en différents lieux, selon qu'il s'agissait de lois ou de registres, on devait par conséquent classer et répertorier l'ensemble avant l'achèvement des grands dépôts sous Napoléon III. Ce fut le travail supervisé par A. Grün, chef de la section législative et judiciaire, avec l'inventaire d'Henri Lot de 1860-1861, après un récolement de 1854, effectué par Lallemand (première partie de A). Les archives des lois prirent finalement place après la galerie du Parlement, avant le Trésor des chartes et l'Armoire de Fer, dans laquelle les premières lois promulguées par la Constituante avaient été disposées après novembre 1790.

3. A. Tuetey, *Les Papiers des assemblées de la Révolution aux Archives nationales, inventaire de la série C*, Paris, 1908, 298 p. , notamment p. I-XVII.

Le premier inventaire d'Henri Lot en 1860 fut subdivisé par lettres (Aa pour les lois de la Constituante, Ab pour les décrets de la Constituante, Ac pour les copies de la Constituante ; puis pour la Législative, A1a, A1b, A1b', A1c, A1d ; et pour la Convention AIIa etc.) qui reprenaient les subdivisions en lois, décrets et copies de la Constituante, puis, lois, décrets et copies de la Législative ; décrets et copies de la Convention ; la fin de classement étant réservée aux enregistrements des lois et aux tables. Le présent inventaire reprend ce classement mais sans utiliser les lettres prévues car elles ne sont pas utiles pour les recherches et ne servent pas dans l'écriture des cotes.

Ensuite, un second inventaire de la série A fut réalisé à partir de 1965 par Christiane Lamoussière et Emile Chardon, repris par Mmes Antoine et Barbiche (seconde partie de A, A/1001 et suivants, les cotes A/332 à A/1000 étant restées vacantes), qui décrit deux versements de 1941 et 1965, poursuivant les collections des lois jusqu'aux années 1940.

La série A a fait l'objet d'un reconditionnement global entre 2008 et 2011 en prévision du déménagement à Pierrefitte-sur-Seine. Cette série volumineuse et prestigieuse était dans un état matériel préoccupant en raison de boîtes en cartons anciennes (type « lumas »), datant du Second Empire, ne parvenant plus à contenir les documents scellés. Le mauvais conditionnement avait entraîné un fort empoussièrement à l'intérieur des boîtes.

Les documents non scellés, les documents scellés et les documents scellés dans les boîtes en bois de la Constituante et de la Législative ont fait l'objet de trois types de reconditionnement différents.

Les documents scellés et rangés dans les vieilles boîtes Luma ont été dépoussiérés et rangés dans des sous-chemises neutres, individuelles, munies de rabats, permettant de protéger les parchemins ou papier scellés les uns des autres et de noter la date de la loi sur le rabat, ce qui rendait les altérations mécaniques moins nombreuses lors des recherches. Par ailleurs, dans ces sous-chemises, les sceaux furent eux-mêmes rangés dans des pochettes de mousse afin de les préserver aussi. Le tout fut mis en cartons Cauchard.

Ensuite, les documents scellés ne pouvaient être rangés qu'à plat, tandis que les non-scellés purent recevoir un rangement vertical et classique, c'est-à-dire sans sous-chemise à rabats, avec une simple chemise sanglée.

Une partie des anciens cartons s'est donc retrouvée scindée en raison du nouveau reconditionnement nécessitant plus de place dans chaque carton, ce qui a entraîné des dédoublements de cotes.

Enfin, la série des décrets de la Constituante et de la Législative (A/70 à 102, non scellés) contenus dans de petites boîtes en fer firent l'objet d'un reconditionnement en cartons Cauchard car les boîtes en fer faisaient courir un risque de corrosion aux documents mais elles ont été conservées comme témoignage historique des pratiques d'archivage.

Les boîtes en bois de la Constituante et de la Législative constituent les conditionnements les plus précieux, qui ont été gardés en raison de leur ancienneté et de l'absence de nocivité des matériaux.

Composée en bois tendre doublé de fer étamé, - l'étain ayant la propriété de ne pas rouiller -, elles contiennent les lois originales sur parchemin avec sceaux de cire brune. La cire verte est employée de manière occasionnelle et uniquement pour la période 1789-novembre 1790. Ces sceaux pendants sont attachés aux actes, en bas à gauche, par des lanières de parchemin de récupération. Les sceaux sont eux-mêmes rangés dans des boîtes métalliques anciennes qui prennent place dans des compartiments réalisés sur mesure à l'intérieur des grandes boîtes.

Les boîtes en bois étaient recouvertes d'un papier blanc décoré d'un liseré bleu, le blanc étant devenu depuis jaune-brun. Elles sont conçues comme des layettes modernes, les documents y sont en effet conservés à plat, les boîtes s'ouvrant par le dessus. Elles contiennent les lois ou « expéditions authentiques » des décrets pris par l'Assemblée constituante, pour les différencier de ces mêmes décrets et des copies non authentiques, collections de transcription exécutées pour ne pas recourir aux originaux fragiles. Ainsi, un système allant du plus sacré au moins sacré était mis en place : de l'original authentique à la copie non authentique, en passant par les décrets.

Les boîtes en bois ont été reconditionnées par le Service des sceaux de la section ancienne, avec l'aide de l'atelier de restauration des Archives nationales, par un système de plateaux en mousse semi-rigide de polyéthylène plastazote de l'épaisseur d'une boîte de sceau et ceci tous les quatre documents scellés, afin de mettre chaque document au même niveau que son sceau et d'éviter les torsions et déchirures entre languettes et documents. Les mêmes mousses ont servi aussi à caler les boîtes des sceaux. Enfin, les boîtes individuelles des sceaux ont été remplies par de fins disques de protection en mousse de polyéthylène.

La manipulation des lois originales est très délicate. Mais, dans la mesure où toutes les lois ont été généralement publiées pour ces périodes, sauf pour des mesures individuelles ou locales, les originaux des lois ne sortent de leurs boîtes que pour les expositions ou les photographies. On trouvera ci-après une liste des publications de lois. Même avant la création du *Bulletin des lois* par la loi du 14 frimaire an II, les collections imprimées existent et l'on doit y recourir pour éviter la détérioration de la série A.

Sources complémentaires

Sources manuscrites

AF/IV : pour la période de l'Empire.

BB/34 : collection du ministre de la Justice, qui contient lois et décrets, y compris des autres ministères jusqu'en 1830.

Et après 1830, voir les séries de chaque ministère producteur de décrets.

Sources imprimées : publications des lois

L'ensemble de la *Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale*, publié par son imprimeur officiel, Baudouin, est en cours de numérisation par le C.N.R.S. (IRICE, UMR 8138), et l'Institut d'histoire de la Révolution (université de Paris I) en partenariat avec l'université de Chicago, pour la création des images numériques, l'océrisation et l'indexation. Cette numérisation devrait à terme permettre des recherches par formulaires, par date et mot matière, dans une des collections les plus fiables, mais aussi les plus rares, des actes de l'Assemblée sous la Révolution.

La journée d'étude consacrée aux « Sources matérielles de la loi sous la Révolution », organisée aux Archives nationales le 15 novembre 2011, est l'occasion d'un approfondissement de toutes les étapes de fabrication des lois, depuis le vote d'un décret jusqu'à son exécution, permettant de faire une synthèse sur un sujet encore controversé : qu'est-ce qui donne force à la loi sous la Révolution ? Les actes de cette journée d'étude paraîtront sur la revue électronique d'histoire du droit Clio-Themis et donneront des orientations bibliographiques récentes supplémentaires, ainsi qu'un point approfondi sur la série A sous la Révolution.

Collection générale des décrets rendus par l'Assemblée nationale, 1789-an VIII.

Dite "collection Baudouin", du nom de l'imprimeur de l'Assemblée. Vol. 1 à 59 pour la période mai 1789-brumaire an IV, vol. 60 à 77 pour le Directoire (an IV-an VIII).

Collection générale des lois, proclamations, instructions et autres actes du Pouvoir exécutif, 1788-prairial an II.

Collection dite "du Louvre", imprimée à l'imprimerie royale (puis nationale).

Procès-verbaux de l'Assemblée constituante, de l'Assemblée législative et de la Convention, 1789-an IV.

Imprimés au fur et à mesure des séances. Tables ; celle des procès-verbaux de la Convention a été publiée en 1959-1963 par G. Lefebvre, M. Reinhard et M. Bouloiseau.

Duvergier (Maurice), *Constitutions et documents politiques*, Paris, PUF, 1996.

Duvergier (Jean-Baptiste), Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements..., de 1788 à 1824, Paris, 1825-1828, 24 vol.

Archives parlementaires. Recueil complet des débats législatifs et politiques des chambres françaises, 1^{ère} série : 1787-1799, 1867-. Cette publication, entreprise par J. Mavidal et E. Laurent, toujours en cours, s'arrête en 1794.

De prairial an II à 2002

Bulletin des lois, prairial an II-1931.

Sont consultables sur microfilm au Caran : les tables générales (1789-1918), la partie supplémentaire de 1870 à 1908, la partie principale et la partie supplémentaire de 1909 à 1931.

Journal officiel, 1869-.

Le Journal officiel (lois et décrets) est consultable sur microfiches au Caran pour la période 1869-1940.

Inventaire de la série A, première partie : lois, décrets et actes des Assemblées nationales de 1789 à l'an IX

Par Henri Lot (1860), revu par Isabelle Rouge-Ducos (2011)

Assemblée constituante

Lois de l'Assemblée constituante

A/1	n°1 à 26	Grandes boîtes en bois doublées de fer étamé
A/2	n°27 à 50	
A/3	n°51 à 70	
A/4	n°71 à 93	
A/5	n°94 à 115	
A/6	n°116 à 139	
A/7	n°140 à 166	
A/8	n°167 à 195	
A/9	n°196 à 223	
A/10	n°224 à 252	
A/11	n°253 à 280	
A/12	n°281 à 308	
A/13	n°309 à 336	
A/14	n°337 à 364	
A/15	n°365 à 392	
A/16	n°393 à 420	
A/17	n°421 à 448	

A/18	n°449 à 476
A/19	n°477 à 504
A/20	n°505 à 532
A/21	n°533 à 559
A/22	n°560 à 587
A/23	n ° 588 à 615
A/24	n°616 à 643
A/25	n°644 à 673
A/26	n°674 à 701
A/27	n° 702 à 733
A/28	n°734 à 762
A/29	n°763 à 799
A/30	n°800 à 827
A/31	n°828 à 857
A/32	n°858 à 891
A/33	n°892 à 942
A/34	n° 943 à 980
A/35	n° 981 à 1019
A/36	n°1020 à 1059
A/37	n°1060-1094
A/38	n°1095 à 1126
A/39	n°1127 à 1173
A/40	n° 1174 à 1231
A/41	n°1232 à 1298
A/42	n°1299 à 1329

A/43	n°1330 à 1523
A/44	n°1524 à 1697
A/45	n°1698 à 1733
A/46	n° 1734 à 1763
A/47	n°1764 à 1799
A/48	n°1800 à 1829
A/49	n°1830 à 1858
A/50	n°1859 à 1888
A/51	n°1889 à 1917
A/52	n°1918 à 2741
A/53	n°2742 à 2772
A/54	n°2773 à 2803
A/55	n°2804 à 2833
A/56	n°2834 à 2871
A/57	n°2872 à 2909
A/58	n°2910 à 2996
A/59	n°2997 à 3025
A/60	n°3026 à 3065
A/61	n°3066 à 3106
A/62	n°3107 à 3306
A/63	n°3307 à 3430
A/64	n°3431 à 3751
A/65	n°3752 à 3799
A/66	n°3800 à 3849
A/67	n°3850 à 3899

A/68 n°3900 à 4042

A/69 n°4043 à 5073

Décrets de l'Assemblée constituante (7 octobre 1789 au 28 septembre 1792)

Les décrets ne sont pas rangés dans l'ordre chronologique de leur date de rédaction ni de sanction mais dans l'ordre de leur enregistrement aux Archives nationales ; les numéros qu'ils portent sont ceux de cet enregistrement et non d'une publication des décrets. Les dates ne sont donc pas utiles pour les recherches (consulter les tables et les registres associés).

A/70	n°6 à 209 ; n°738 à 945	7 octobre 1789 - 11 décembre 1790 (anciennes petites boîtes en fer conservées au Musée).
A/71	n°946 à 1165	11 décembre 1790 - 15 janvier 1791
A/72	n°1166 à 1300	15 janvier 1791- 3 février 1791
A/73	n°1301 à 1430	3 février 1791- 28 décembre 1790
A/74	n°1431 à 1530	28 décembre 1790 - 21 février 1791
A/75	n°1531 à 1680	21 février 1791 - 7 février 1791
A/76	n°1681 à 1850	7 février 1791
A/77	n°1851 à 2000	5 avril 1791 - 16 février 1791
A/78	n°2001 à 2150	16 février 1791 - 8 février 1791
A/79	n°2151 à 2260	9 février 1791 -19 janvier 1791
A/80	n°2261 à 2420	19 janvier 1791
A/81	n°2421 à 2500	22 janvier 1791 -12 février 1791
A/82	n°2501 à 2600	12 février 1791 - 6 mars 1791
A/83	n°2601 à 2780	26 mars 1791 - 4 mai 1791
A/84	n°2781 à 2950	4 mai 1791 - 23 mars 1791
A/85	n°2951 à 3080	23 mars 1791 - 16 juillet 1791
A/86	n° 3081 à 3250	16 juillet 1791 - 31 mars 1791
A/87	n° 3251 à 3395	13 avril 1791 - 23 mars 1791

A/88	n°3396 à 3495	25 mars 1791 - 5 septembre 1791
A/89	n°3496 à 3645	9 septembre 1791 - 26 mars 1791
A/90	n°3646 à 3785	26 mars 1791 - 17 septembre 1791
A/91	n°3786 à 3885	18 septembre - 21 septembre 1791
A/92	n°3886 à 4028	22 septembre 1791 - 17 septembre 1791
A/93	n°4029 à 4120	21 septembre - 19 avril 1791
A/94	n°4121 à 4250	19 avril - 21 mai 1791
A/95	n°4251- 4359	20 mai - 22 juin 1791
A/96	n°4356-4450	15 octobre - 23 septembre 1791
A/97	n°4451- 4585	1er juin - 15 septembre 1791
A/98	n°4586-4700	15 septembre - 24 septembre 1791
A/99	n°4701- 4850	24 septembre 1791 - 5 septembre 1791
A/100	n°4851-4972	5 septembre - 31 mars 1791
A/101	n°4973- 5027	13 avril - 22 juin 1791
A/102	n°5034-5093	5 septembre - 6 juin 1791

Copies non authentiques des décrets de l'Assemblée constituante (registres)

A* 186	« Recueil des arrêtés des communes, des arrêts et décrets de l'Assemblée nationale de France du 16 mai 1789 au 31 mars 1790 », collection commencée le 20 juin 1790 par Armand-Gaston Camus. Avertissement, table chronologique et extraits.
A* 187	2 avril 1790 - 30 juin 1790. Table chronologique et extraits.
A* 188	1 ^{er} juillet 1790 - 31 août 1790. Table chronologique et extraits.
A* 189	1 ^{er} septembre 1790 - 31 octobre 1790. Table chronologique et extraits.
A* 190	8 - 30 novembre 1790. Table chronologique et extraits.
A* 191	1 ^{er} - 31 décembre 1790. Table chronologique et extraits.
A* 192	1 ^{er} janvier - 28 février 1791

A* 193	1 ^{er} mars - 30 avril 1791
A* 194	1 ^{er} mai au 30 juin 1791
A* 195	1 ^{er} - 31 juillet 1791
A* 196	1 ^{er} - 31 août 1791
A* 197	1 ^{er} - 30 septembre 1791

Assemblée législative

Lois promulguées et sanctionnées par le Roi (grandes boîtes en bois doublées de fer blanc)

A/103 à A/106 Octobre 1791 - mai 1792

Lois de l'Assemblée législative non sujettes à la sanction du Roi (grande boîte en bois doublées de fer blanc)

A/107 1791 - 1792

Lois de l'Assemblée législative rendues du 10 août au 21 septembre 1792 (grande boîtes en bois doublée de fer blanc)

A/108 10 août - 14 septembre 1792.

Décrets de l'Assemblée législative non sujets à la sanction du roi A/122 9 novembre 1791 - 10 septembre 1792

Décrets de l'Assemblée législative

A/109	13 octobre 1791 - 19 octobre 1791
A/110	octobre 1791 - 17 février 1792
A/111	18 février - 13 mai 1792
A/112	23 mars 1792 - 30 mai 1792
A/113	12 juin - 13 juillet 1792
A/114	19 juin - 10 août 1792
A/115	12 août - 12 septembre 1792
A/116	12 septembre - 30 août 1792

A/117	12 septembre - 30 août 1790
A/118	5 - 20 septembre 1792
A/119	19 - 20 septembre 1792
A/120	30 mars 1792 - 18 janvier 1793
A/121	27 juin - 20 septembre 1792

Copies non authentiques des décrets de l'Assemblée législative (registres)

A* 198	1 ^{er} octobre 1791 - 28 février 1792
A* 199	17 mars 1792 - 31 mai 1792
A* 200	12 juin - 31 septembre 1792
A* 201	1 ^{er} août - 31 août 1792
A* 202	1 ^{er} septembre - 20 septembre 1792

Convention nationale

Décrets de la Convention

A/123	plaquettes 1 à 5	septembre - octobre 1792
A/124	plaquettes 6-9	novembre 1792
A/125	plaquettes 10-13	décembre 1792
A/126	plaquettes 14-17	1 ^{er} - 15 janvier 1793
A/127	plaquettes 18-21	16 - 31 janvier, 1-7 février 1793
A/128	plaquettes 22-25	8 - 28 février 1793
A/129	plaquettes 26-29	1 ^{er} - 20 mars 1793
A/130	plaquettes 30-34	21 - 31 mars, 1 ^{er} - 15 avril 1793
A/131	plaquettes 35-37	16 - 17 avril 1793
A/132	plaquettes 38-42	18 - 30 avril, 1 ^{er} mai 1793

A/133	plaquettes 43-47	16 - 31 mai, 1 ^{er} -10 juin 1793
A/134	plaquettes 48-50	11 - 20 juin 1793
A/135	plaquettes 51-55	21 juin - 15 juillet 1793
A/136	plaquettes 56-59	16 - 31 juillet 1793
A/137	plaquettes 60-63	1 ^{er} - 18 août 1793
A/138	plaquettes 64-66	19 - 31 août 1793
A/139	plaquettes 67-70	1 ^{er} - 15 septembre 1793
A/140	plaquettes 71-74	16 septembre - 10 octobre 1793
A/141	plaquettes 75-79	11 octobre - 15 brumaire an II
A/142	plaquettes 80-84	16 brumaire - 10 frimaire an II
A/143	plaquettes 85-88	11 - 30 frimaire an II
A/1474	plaquettes 89-94	1 ^{er} - 30 nivôse an II
A/145	plaquettes 95-98	1 ^{er} - 20 pluviôse an II
A/146	plaquettes 99-102	21 pluviôse - 10 ventôse an II
A/147	plaquettes 103-105	11 - 30 ventôse an II
A/148	plaquettes 106-110	1 ^{er} - 30 germinal an II
A/149	plaquettes 111-114	1 ^{er} - 30 floréal an II
A/150	plaquettes 115-118	1 ^{er} - 30 prairial an II
A/151	plaquettes 119-122	1 ^{er} - 21 messidor an II
A/152	plaquettes 123-126	22 messidor - 12 thermidor an II
A/153	plaquettes 127-130	13 thermidor - 5 fructidor an II
A/154	plaquettes 131-134	6 - 26 fructidor an II
A/155	plaquettes 135-138	27 fructidor an II - 22 vendémiaire an III
A/156	plaquettes 139-142	23 vendémiaire - 15 brumaire an III
A/157	plaquettes 143-145	16 - 30 brumaire an III

A/158	plaquettes 146-148	1 ^{er} - 15 frimaire an III
A/159	plaquettes 149-151	16 - 30 frimaire an III
A/160	plaquettes 152-154	1 ^{er} - 22 nivôse an III
A/161	plaquettes 155-157	23 nivôse - 5 pluviôse an III
A/162	plaquettes 158-161	6 - 26 pluviôse an III
A/163	plaquettes 162-165	27 pluviôse - 15 ventôse an III
A/164	plaquettes 166-169	16 - 30 ventôse an III
A/165	plaquettes 170-172	1 ^{er} - 15 germinal an III
A/166	plaquettes 173-175	16 - 30 germinal an III
A/167	plaquettes 176-178	1 ^{er} - 18 floréal an III
A/168	plaquettes 179-181	19 floréal - 10 prairial an III
A/169	plaquettes 182-183	11 - 18 prairial an III
A/170	plaquettes 184-187	19 prairial - 9 messidor an III
A/171	plaquettes 188-191	10 - 30 messidor an III
A/172	plaquettes 192-194	1 ^{er} - 18 thermidor an III
A/173	plaquettes 195-197	19 thermidor - 5 fructidor an III
A/174	plaquettes 198-200	6 - 18 fructidor an III
A/175	plaquettes 201-203	19 fructidor - 6 ^e jour complémentaire an III
A/176	plaquettes 204-206	1 ^{er} - 15 vendémiaire an IV
A/177	plaquettes 207-209	16 - 30 vendémiaire an IV
A/178	plaquettes 210-213	1 ^{er} - 4 brumaire an IV
A/179-184	<i>cotes vacantes</i>	
A/185	Lois du Directoire	3 vendémiaire an V - 8 frimaire an VI

Copies non authentiques des décrets de la Convention nationale (registres)

A* 203	21 septembre - 31 décembre 1792
A* 204	1 ^{er} février - 28 février 1793
A* 205	1 ^{er} mars - 31 mars 1793
A* 206	1 ^{er} avril - 31 mai 1793
A* 207	1 ^{er} juin - 31 juin 1793
A* 208	1 ^{er} - 18 juillet 1793

Copies authentiques des décrets de la Convention nationale (registres)

A* 209	germinal - prairial an II
A* 210	thermidor an II
A* 211	messidor - fructidor an III
A* 212	vendémiaire - frimaire an III
A* 213	nivôse an III
A* 214	pluviôse - ventôse an III
A* 215	germinal - prairial an III
A* 216	messidor - fructidor an III - brumaire an IV

Copies authentiques des lois et décrets postérieurs à la Convention

A* 217	15 brumaire an III - 19 ventôse an IV
A* 218	19 ventôse - 17 prairial
A* 219	17 prairial - 6 fructidor
A* 220	6 fructidor - 11 brumaire
A* 221	11 brumaire - 28 floréal an V
A* 222	28 pluviôse - 30 floréal
A* 223	1 ^{er} - 28 prairial
A* 224	5 prairial - 21 fructidor
A* 225	21 fructidor - 22 brumaire an VI
A* 226	23 brumaire - 12 pluviôse
A* 227	13 pluviôse - 29 floréal
A* 228	2 prairial - 6 vendémiaire an VII
A* 229	7 vendémiaire - 8 frimaire
A* 230	2 frimaire - 19 nivôse
A* 231	19 nivôse - 24 pluviôse
A* 232	24 pluviôse - 27 ventôse
A* 233	27 ventôse - 28 floréal
A* 234	2 prairial - 1 ^{er} thermidor
A* 235	2 thermidor - 6 ^e jour complémentaire
A* 236/A	6 ^e jour complémentaire - 5 nivôse an VIII

Copies authentiques des lois et décrets rendus sous le Consulat

A* 236/B 22 frimaire an VIII - 10 germinal an IX

Décrets de liquidation d'offices et états de pensions

A* 237 à 289 1791 - an VIII

1791

A* 237 1^{er} janvier - 20 juillet 1791
A* 238 1^{er} août - 30 septembre 1791

1792

A* 239 20 janvier 1792
A* 240 4 janvier - 7 avril 1792
A* 241 7 avril 1792
A* 242 25 avril - 26 mai 1792
A* 243 9 juin 1792
A* 244 30 juillet - 19 août 1792
A* 245 8 août - 4 septembre 1792
A* 246 14 - 15 septembre 1792

1793

A* 247 8 janvier 1793
A* 248 4 février 1793
A* 249 8 février 1793
A* 250 16 avril 1793
A* 251 17 avril 1793
A* 252 11 juin 1793
A* 253 19 juin 1793
A* 254 13 juillet - 7 août 1793
A* 255 19 août - 10 septembre 1793
A* 256 10 septembre 1793

An II

A* 257 16 vendémiaire - 28 frimaire an II
A* 258 28 frimaire - 20 nivôse an II
A* 259 14 pluviôse an II
A* 260 19 - 29 pluviôse an II
A* 261 10 - 22 ventôse an II
A* 262 3 germinal - 16 floréal an II
A* 263 21 messidor an II
A* 264 29 messidor - 5^e jour complémentaire an II
A* 265 21 floréal - 7 messidor an II

An III

- A* 266 2 - 17 frimaire an III
- A* 267 18 - 24 vendémiaire an III
- A* 268 26 vendémiaire - 26 brumaire an III
- A* 269 22 frimaire - 13 nivôse an III
- A* 270 23 - 24 nivôse an III
- A* 271 3 - 26 ventôse an III
- A* 272 5 - 27 pluviôse an III
- A* 273 7 germinal an III
- A* 274 15 germinal an III
- A* 275 15 - 23 germinal an III
- A* 276 5 floréal - 18 prairial an III
- A* 277 18 prairial an III
- A* 278 15 - 30 messidor an III
- A* 279 22 prairial - 15 messidor an III
- A* 280 10 thermidor - 1^{er} jour complémentaire an III

An IV

- A* 281 5 vendémiaire - 2 brumaire an IV
- A* 282 2 germinal an IV
- A* 283 9 messidor - 20 fructidor an IV

An IV-V

- A* 284 29 brumaire - ventôse an V
- A* 285 11 germinal an IV
- A* 286 9 messidor - 20 fructidor an IV
- A* 287 21 brumaire - 5 ventôse an V

An VI

- A* 288 5 germinal an VI

An VII-VIII

- A* 289 6 prairial an VII-13 brumaire an VIII

Rectifications des états de liquidations d'offices et des états de pensions

- A* 290 1791-1792 (anciens registres factices en bois)
- A* 291 1793
- A* 292-294 an III
- A* 295 an IV, V et VIII

Enregistrement

Enregistrement des décrets des Assemblées

A* 296	6 mai 1789 - 30 septembre 1791
A* 297	1 ^{er} octobre 1791 - 21 septembre 1792
A* 298	21 septembre 1792 - 31 août 1793
A* 299	1 ^{er} septembre 1793 - 30 ventôse an II
A* 300	1 ^{er} germinal an II - 5 ^e jour complémentaire an II
A* 301	1 ^{er} vendémiaire an III - 30 ventôse an III
A* 302	16 germinal an III - 4 brumaire an IV

Enregistrement des lois et décrets de l'Assemblée constituante

A* 303	4 août 1789 - 4 septembre 1790
A* 304	26 octobre 1786 - 13 mars 1791
A* 305	21 mars 1791 - novembre 1791
A* 306	12 février 1791 - 28 mars 1791
A* 307	28 mars 1791 - 17 mai 1791
A* 308	17 mai 1791 - 22 août 1791

Enregistrement des lois et décrets de l'Assemblée législative

A* 309	6 octobre 1791 - 21 août 1792
A* 310	24 août 1792 - 3 septembre 1792
A* 311	juin 1792 - 20 septembre 1792
A* 312	17 novembre 1791 - 28 septembre 1792
A* 313	<i>numéro vacant</i>

Enregistrement des décrets de la Convention nationale

A* 314	6 novembre 1792 - 25 janvier 1793
A* 315	22 janvier 1793 - 12 avril 1793
A* 316	13 avril 1793-30 juin 1793
A* 317	11 juin 1793 - 3 octobre 1793
A* 318	3 octobre 1793 - 8 prairial an II
A* 319	8 prairial - 19 fructidor an II
A* 320	19 fructidor an II - 15 brumaire an III
A* 321	26 frimaire an III - 27 ventôse an IV

Enregistrement des résolutions des Cinq-Cents et des Anciens

A* 322	15 brumaire an IV - 29 floréal an VII
A* 323	2 prairial an VII - 5 nivôse an VIII

Enregistrement des lois rendues sous le Consulat

A* 324	22 frimaire an VIII - 30 ventôse an IX
--------	--

Tables

Tables chronologiques

A* 325/1-7	Table chronologique des lois, (1789-1793)
A* 326/1-7	Table chronologique des décrets (1789-1793)
A* 327/1-6	Table chronologique des décrets (juillet 1793- brumaire an IV)
A* 328/1-2	Table chronologique des lois (frimaire an IV-floréal an VII)

Tables des décrets de liquidation

A* 329	Table des noms de personnes et lieux compris dans les décrets de liquidation. A-K
A* 330	Table des noms de personnes et lieux compris dans les décrets de liquidation. L-Z.

Autres tables

A* 331	Table alphabétique des lois, 1793-1799.
A* 332	Table des « Rapports, discours, opinions et autres pièces imprimées et distribuées par ordre de l'Assemblée constituante ».
A* 333	Table alphabétique des « Députés de la Convention dont le nom ne se trouve pas sur la liste imprimée ou manuscrite ».
A* 334	Table par nom de personnes et de lieu des décrets. Lettres A à C.
A* 335	Table par nom de personnes et de lieux renvoyant aux décrets et aux titres d'ouvrages envoyés ou édités par l'Assemblée, réalisée par la Section législative des Archives nationales. A-Z
A*336	Table par noms de pers. et de lieux, portant comme seul titre « Convention N ^{ale} . Cartes réduites. Section législative ».

Collection originale des lois provenant du ministère de la Justice
série A, 2^e partie
août 1789 – mai 1940

Répertoire numérique des articles cotés A/1001 à A/1846

par Marie–Élisabeth Antoine, Ségolène Barbiche, Émile Chardon et
Christiane Lamoussière

revu par Isabelle Rouge-Ducos (2011)

Introduction à la seconde partie de la série A

Intitulé

Collection originale des lois provenant du ministère de la Justice.

Dates

1789-1940

Histoire du producteur

Organisé par la loi du 27 avril-25 mai 1791, le ministère de la Justice s'est installé dans les locaux de la Grande Chancellerie de France, place Vendôme à Paris. Il reprenait une partie des attributions de celle-ci, notamment la garde du sceau de l'État et son apposition sur les actes qui devaient être scellés.

Nommé par Louis XVI, le 21 novembre 1790, Duport-Dutertre fut le premier ministre de la Justice de la Monarchie constitutionnelle, jusqu'à sa démission le 22 mars 1792⁴.

Le ministre de la Justice était chargé de la promulgation et de l'envoi des lois et exerçait une tutelle sur l'Imprimerie royale puis nationale.

Sur le plan de l'institution et de ses archives, une certaine continuité existe entre la Grande Chancellerie et le ministère de la Justice. En ce qui concerne les séances du sceau, par exemple, la coupure se situe non en 1791, mais en septembre 1792 à la chute de la Monarchie constitutionnelle⁵. Celle-ci constitue à son tour une rupture, dans le contexte du cumul des pouvoirs exercé désormais par la Convention. Le décret du 12 germinal an II supprima, en effet, tous les ministères pour les remplacer par des commissions exécutives. La justice releva d'une commission des administrations civiles, police et tribunaux, placée sous le contrôle du Comité de salut public puis sous celui du Comité de législation de la Convention.

Le rétablissement des ministères par la Constitution du 5 fructidor an III, et la nomination d'un nouveau ministre de la Justice, le 12 brumaire an IV, marque la refondation du ministère de la Justice. L'organisation de celui-ci évoluera, certes, au cours du XIX^e et du XX^e siècles ; mais dès l'an IV apparaît une répartition des attributions entre différents services qu'on retrouve encore en partie actuellement : le secrétariat auprès du ministre, l'organisation judiciaire, la comptabilité, les affaires civiles, les affaires criminelles.

Ces attributions se sont développées par la suite : à l'organisation judiciaire s'est ajoutée toute la gestion du personnel judiciaire au fur et à mesure de la suppression du système électif et de la création des officiers ministériels. Aux affaires civiles, s'est rattachée la juridiction gracieuse civile, c'est-à-dire les matières non contentieuses regroupées à partir de 1832 sous l'appellation de « sceau », comme les naturalisations, les dispenses, les titres, les changements de noms. Le rétablissement du droit de grâce en l'an X a fait joindre aux affaires criminelles l'instruction des recours en grâce des condamnés.

4. Sur les gardes des sceaux de l'Ancien Régime, y compris Duport-Dutertre, voir Bernard BARBICHE, *De la commission à l'office de la Couronne : les gardes des sceaux de France du XVII^e au XVIII^e siècle*, dans *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 1993, p.359-390.

5. Sur ces séances de scellage des actes royaux, voir l'étude de Georges TESSIER, *L'audience du sceau*, dans *Bibliothèque de l'École des Chartes*, 1951, p. 51-95.

Le ministère de la Justice eut aussi à contrôler différentes institutions – certaines temporaires –, comme la Commission de radiation des émigrés et le Conseil des prises, l'Imprimerie nationale, la Légion d'honneur et les commissions de la médaille de la Reconnaissance française. Telles sont les principales matières de l'administration centrale du ministère de la Justice.

Répertoire numérique de la seconde partie de la série A

Lois de la Monarchie constitutionnelle et de la fin de l'Assemblée législative (12 août 1789 – 20 septembre 1792)

- A/1001- A/1021.** Proclamations du Roi, lettres patentes, lois, décrets de l'Assemblée nationale sanctionnés ou acceptés par le Roi. 12 août 1789–20 septembre 1792. Parchemin ou papier ; imprimés ou manuscrits ; signés ou non signés ; non scellés sauf exception. Classement chronologique.
- A/1001 12 août 1789 – 30 mars 1790. A signaler. Lettre patente du 6 novembre 1789 avec deux sceaux (règlement provisoire pour la police de Paris).
- A/1002 1^{er} avril – 31 mai 1790.
A signaler. Proclamations du Roi concernant les colonies, contresignées par le ministre La Luzerne : proclamation sur le décret de l'Assemblée nationale concernant les colonies, 10 mars 1790 ; proclamation concernant Sainte-Lucie, la Guyane, la Guadeloupe, Saint-Domingue, la Martinique, Tabago, l'Île de Bourbon, l'Île de France, 9 avril 1790.– Décret de l'Assemblée nationale du 8 mai 1790 concernant les poids et mesures présenté au Roi le 9 mai 1790, correspondance avec les ministres des Affaires étrangères et des Finances à ce sujet (1790–1791).
- A/1003/A 1^{er} juin – 23 juin 1790.
A signaler. Décret du 17 juin 1790 présenté au Roi le 19 juin concernant Avignon ; correspondance avec le ministre des Affaires étrangères à ce sujet.
- A/1003/B 25 juin – 31 juillet 1790.
Lettres patentes du 27 juin 1790 organisant la municipalité de Paris (minute et expédition).
- A/1004 1^{er} – 31 août 1790.
A signaler. Proclamations concernant les impositions, contresignées par les ministres Guignard de Saint-Priest ou La Tour du Pin (21 février–19 août 1790).– Proclamation du 20 août 1790 sur les fonctions des assemblées administratives.– Loi du 24 août 1790 sur la Constitution

civile du clergé (2 exemplaires imprimés).– Loi du 24 août 1790 sur l'organisation judiciaire (2 exemplaires imprimés).– Loi provisoire du 29 août 1790 relative au Conseil du Roi.

- A/1005 1^{er} septembre – 31 octobre 1790.
A signaler. Loi du 12 septembre 1790 relative aux Archives nationales.
- A/1006 2 – 28 novembre 1790.
A signaler. Lettres patentes scellées du 2 novembre 1790, concernant le tribunal de commerce de Saint-Quentin.– Loi scellée du 10 novembre 1790, concernant les juges de paix d'Arles.
- A/1007 1^{er} – 29 décembre 1790.
A signaler. Loi scellée du 15 décembre 1790 sur les cartouches du régiment Royal-Champagne.
- A/1008 2 janvier – 20 février 1791.
A signaler. Loi du 11 février 1791 relative à la circonscription des paroisses de Paris. Loi du 16 février 1791 sur l'organisation de la gendarmerie nationale.
- A/1009 23 février – 24 avril 1791.
A signaler. Loi du 17 mars 1791 sur la suppression des maîtrises et jurandes.
- A/1010 27 avril – 15 juin 1791.
- A/1011 16 juin – 20 juillet 1791.
Du 21 au 25 juin 1791, les actes sont signés par les six ministres ; à partir du 26 juin, ils sont signés par le ministre de la Justice.
- A/1012 22 juillet – 20 août 1791.
- A/1013 22 août – 29 septembre 1791.
La signature du Roi réapparaît le 15 septembre 1791.
A signaler. Loi du 14 septembre 1791 sur la réunion d'Avignon à la France.– Loi du 29 septembre 1791 sur l'administration forestière.– Loi du 29 septembre 1791 concernant la police de sûreté, la justice criminelle et l'établissement des jurés.
- A/1014 1^{er} – 30 octobre 1791.
A signaler. Code pénal du 6 octobre 1791 (un exemplaire sur parchemin scellé, un exemplaire sur papier avec corrections manuscrites du 22 brumaire an IV du ministre de la Justice Merlin).– Loi du 6 octobre 1791 sur la nouvelle organisation du notariat.– Loi du 21 octobre 1791 relative à la procédure criminelle.

- A/1015 2 novembre – 30 décembre 1791.
A signaler. Loi du 13 novembre 1791 relative aux juifs de la province d'Alsace (deux exemplaires scellés).
- A/1016 1^{er} janvier – 29 février 1792.
- A/1017 1^{er} mars – 31 mai 1792.
A signaler. Loi du 20 avril 1792 portant déclaration de guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême.– Loi du 29 avril 1792 relative à l'organisation de la gendarmerie nationale.– Loi scellée du 6 mai 1792 relative aux assignats.
- A/1018 5 juin – 31 juillet 1792.
- A/1019 1^{er} – 27 août 1792.
Les lois sont désormais signées par le ministre de la Justice ou un autre ministre.
- A/1020 1^{er} – 10 septembre 1792.
Les lois sont désormais classées en principe à la date du décret de l'Assemblée nationale ; exception : loi du 29 avril 1792 sur les convois militaires, promulguée par le conseil exécutif provisoire le 9 septembre 1792.
- A/1021 11 – 20 septembre 1792.
A signaler. Loi du 20 septembre 1792 sur l'état civil des citoyens.– Loi du 20 septembre 1792 sur le divorce.
- A/1022/1 à A/1022/8** Lois. 5 janvier 1791–20 septembre 1792.
Parchemin ; imprimées ou manuscrites ; signées ou non signées ; non scellées. Classement chronologique.– Collection de doubles, mais qui est susceptible de compléter la précédente.
- A/1022/1 5 janvier – 29 juillet 1791.
- A/1022/2 1^{er} août – 15 décembre 1791.
- A/1022/3 1^{er} janvier– 29 février 1792.
- A/1022/4 1^{er} mars – 31 mai 1792.
- A/1022/5 5 juin – 31 juillet 1792.
- A/1022/6 1^{er}–14 août 1792.
- A/1022/7 15–24 août 1792.
- A/1022/8 25 août – 20 septembre 1792.

Lois de la Convention (21 septembre 1792 – 17 ventôse an II)

A 1022/9 à A 1022/21	Expéditions des décrets de la Convention ayant servi à l'impression des lois. 21 septembre 1792 – 14 septembre 1793. Papier avec vignette imprimée ; non signées. Classement chronologique par dates des décrets de la Convention ; en double exemplaire.
A/1022/9	21 septembre – 30 novembre 1792.
A/1022/10	1er – 31 décembre 1792.
A/1022/11	1er janvier – 28 février 1793.
A/1022/12	1er – 31 mars 1793.
A/1022/13	1er – 16 avril 1793.
A/1022/14	17 – 30 avril 1793.
A/1022/15	1er – 12 mai 1793.
A/1022/16	13 – 24 mai 1793.
A/1022/17	25 – 31 mai 1793.
A/1022/18	1er – 14 juin 1793.
A/1022/19	15 – 30 juin 1793.
A/1022/20	1er – 31 juillet 1793.
A 1022/21	1er août – 14 septembre 1793.
A 1022/22 à A 1022/30	Originaux authentiques des lois. 31 mai 1792–17 ventôse an II. Papier avec vignette ; imprimées ; signées ; timbrées du timbre de la République. Classement chronologique par dates des décrets de la Convention.
A 1022/22	31 mai – 30 novembre 1792. Les lois antérieures au 21 septembre 1792 ont été promulguées après cette date.
A/1022/23	2 décembre 1792 – 28 février 1793. A signaler : lois concernant le jugement de Louis XVI (3 décembre 1792, 15, 17, 19 et 20 janvier 1793).

A/1022/24	1 ^{er} mars – 27 avril 1793.
A/1022/25	3 mai – 30 juin 1793.
A/1022/26	1 ^{er} – 31 juillet 1793.
A/1022/27	1 ^{er} – 31 août 1793.
A/1022/28	1 ^{er} septembre 1793 – 30 ^e jour du premier mois de l'an II (30 vendémiaire an II).
A/1022/29	1 ^{er} jour du second mois de l'an II (1 ^{er} brumaire an II) – 30 frimaire an II.
A/1022/30	2 nivôse – 17 ventôse an II.

Lois du Directoire (15 brumaire an IV – brumaire an VIII)

Collection du bureau des archives (lois comportant un numéro d'ordre) ; collection du bureau du dépôt des lois.

Nota. Les lois relatives au paiement des pensions et secours, de germinal an IV à brumaire an VIII, sont restées groupées, au lieu d'être ventilées à leur date chronologique et selon leur numéro d'ordre dans la collection du bureau des archives ; voir A 1051/2.

A/1023	15 brumaire – 29 prairial an IV (n° 11 à 514).
A/1024	1 ^{er} germinal – 30 messidor an IV.
A/1025	2 messidor an IV – 30 brumaire an V (n° 516 à 943).
A/1026	15 brumaire – 29 ventôse an IV.
A/1027	4 thermidor – 5 ^{ème} jour complémentaire an IV.
A/1028	3 vendémiaire – 1 ^{er} pluviôse an V.
A/1029	3 pluviôse – 1 ^{er} floréal an V.
A/1030	1 ^{er} frimaire – 21 germinal an V (944 à 1227).
A/1031	21 germinal – 30 messidor an V (n° 1228 à 1490).
A/1032	2 thermidor an V – 29 vendémiaire an VI (1491 à 1702).
A/1033/1	3 fructidor an V – 29 vendémiaire an VI
A/1033/2	3 brumaire an VI-1 ^{er} nivôse an VI.
A/1034	2 brumaire – 29 pluviôse an VI (n° 1703 à 1948).

- A/1035 1er ventôse – 28 messidor an VI (n° 1949 à 2132).
- A/1036 2 floréal – 1er fructidor an V.
- A/1037 4 nivôse – 29 prairial an VI.
- A/1038 2 messidor an VI – 29 vendémiaire an VII.
- A/1039 1er thermidor an VI – 29 brumaire an VII (n° 2133 à 2411).
- A/1040 2 brumaire – 1er nivôse an VII.
- A/1041 2 frimaire – 29 nivôse an VII (n° 2412 à 2626).
- A/1042 3 nivôse – 29 pluviôse an VII.
- A/1043 3 ventôse – 1er germinal an VII.
- A/1044 1er pluviôse – 29 ventôse an VII (n° 2627 à 2981).
- A/1045 3 germinal – 25 floréal an VII.
- A/1046 1er germinal – 30 prairial an VII (n° 2982 à 3263).
- A/1047 3 prairial – 1er thermidor an VII.
- A/1048 2 thermidor an VII – 2 vendémiaire an VIII.
- A/1049 1er messidor an VII – 6ème jour complémentaire an VII (n° 3264 à 3526).
- A/1050 4 vendémiaire – 30 frimaire an VIII.

Lois du Consulat et de l'Empire (8 frimaire an VIII – 23 janvier 1814)

Grands sceaux pendants de vendémiaire an XI (A/1056) à germinal an XII (A/1079/1). Le Code civil figure dans A/1079/2 à 1079/4 ; il est en forme de lois scellées du grand sceau pendant.

A/1051/1	2 vendémiaire – 27 nivôse an VIII (n° 3527 à 3762).
A/1051/2	Lois de pensions et secours, comportant les états nominatifs des bénéficiaires. 11 germinal an IV – 13 brumaire an VIII (n° 299, 534, 742, 783, 784, 978, 1051, 1052, 1994, 2998, 3198, 3629).
A/1052	1er nivôse an VIII – 30 ventôse an IX.
A/1053	19 brumaire – 30 germinal an X.
A/1054	1er – 10 floréal an X.
A/1055	11 – 30 floréal an X ; Sénatus–consultes organiques du 15 thermidor au 24 fructidor an X.
A/1056	Vendémiaire – 28 pluviôse an XI.
A/1057/A	14 ventôse an XI.
A/1057/B	16 ventôse an XI
A/1058/A	16 ventôse an XI.
A/1058/B	16 ventôse an XI.
A/1059/A	17 ventôse an XI.
A/1059/B	17 ventôse an XI.
A/1060/A	19 ventôse an XI.
A/1060/B	19 ventôse an XI.
A/1061/A	20 ventôse an XI.
A/1061/B	20 ventôse an XI.
A/1061/C	20 – 21 ventôse an XI.
A/1062/A	21 – 23 ventôse an XI.
A/1062/B	23 ventôse an XI.
A/1063/A	23 ventôse an XI.
A/1063/B	23 – 24 ventôse an XI.
A/1064/A	24 ventôse an XI.
A/1064/B	24 – 25 ventôse an XI.
A/1065/A	26 ventôse an XI.
A/1065/B	26 ventôse an XI.

A/1066/A	Ventôse an XI.
A/1066/B	27 ventôse an XI.
A/1067/A	28 ventôse an XI.
A/1067/B	28 – 30 ventôse an XI
A/1068/A	30 ventôse an XI.
A/1068/B	30 ventôse an XI.
A/1069/A	1er germinal an XI.
A/1069/B	1er – 2 germinal an XI.
A/1070/A	3 germinal an XI.
A/1070/B	3 germinal an XI.
A/1071/A	4 germinal an XI.
A/1071/B	4 – 5 germinal an XI.
A/1072/A	7 germinal an XI.
A/1072/B	7 – 14 germinal an XI.
A/1073/A	15 – 21 germinal an XI.
A/1073/B	22 – 29 germinal an XI.
A/1074/A	1er – 3 floréal an XI
A/1074/B	5 – 12 floréal an XI.
A/1075	13 – 19 floréal an XI.
A/1076	8 frimaire – 24 pluviôse an XII.
A/1077	27 pluviôse – 8 ventôse an XII.
A/1078/A	9 – 12 ventôse an XII
A/1078/B	14 ventôse – 16 ventôse an XII.
A/1079/1	22 ventôse – 3 germinal an XII.
A/1079/2	Code civil : articles 1 à 710. Ventôse an XI – pluviôse an XII.
A/1079/3	Code civil : articles 711 à 2043. Germinal an XI – pluviôse an XII.
A/1079/4	Code civil : articles 2044 à 2281. Pluviôse – ventôse an XII. Et en outre : loi du 30 ventôse an XII ordonnant la réunion en un seul corps de lois sous le titre de "Code civil des Français" des lois du 14 ventôse an XI au 24 ventôse an XII.
A/1080	15 brumaire – 22 fructidor an XIII.
A/1081	2 vendémiaire an XIV – 23 avril 1806.
A/1082	24 avril 1806 – 3 septembre 1807 et code Napoléon (13 septembre 1807).

A/1083	4 – 8 septembre 1807.
A/1084	9 – 16 septembre 1807.
A/1084/bis	17 septembre 1807 – 26 novembre 1808.
A/1085	9 décembre 1808 – 13 janvier 1810.
A/1085/bis/1	15 janvier – 17 janvier 1810
A/1085/bis/2	18 janvier 1810 – 21 février 1810.
A/1086/1	22 février – 30 mars 1810
A/1086/2	12 avril – 5 juin 1810.
A/1087	13 décembre 1810 – 20 mars 1813.
A/1088	22 mars 1813 – 23 janvier 1814.

Lois de la Restauration (2 mai 1814 – août 1829)

Grands sceaux pendants.

A/1089	2 mai – 5 décembre 1814.
A/1090/A	8 décembre – 21 décembre 1814.
A/1090/B	21 décembre 1814 – 15 mars 1815.
A/1091/A	28 juin – 23 novembre 1815.
A/1091/B	7 décembre 1815 (sceau manquant) – 19 janvier 1816.
A/1092/A	27 mars – 28 avril 1816.
A/1092/B	8 mai 1816.
A/1093	20 décembre 1816 – 25 mars 1817.
A/1094/A	26 mars – 30 décembre 1817.
A/1094/B	10 mars – 21 avril 1818.
A/1095/A	15 mai – 15 juin 1818.
A/1095/B	6 mai – 13 mai 1818.
A/1096/A	26 octobre – 31 décembre 1818.
A/1096/B	2 février – 26 mai 1819.
A/1097/A	2 juin – 14 juillet 1819.
A/1097/B	16 juillet – 29 décembre 1819.
A/1098	12 mars – 11 décembre 1820.

A/1099	13 janvier – 11 avril 1821.
A/1100/A	11 – 23 avril 1821.
A/1100/B	16 mai – 20 juin 1821.
A/1101/A	4 – 31 juillet
A/1101/B	5 août 1821.
A/1102	5 août 1821 – 25 mars 1822.
A/1103	31 mars – 1er mai 1822.
A/1104/A	14 avril – 17 août – 10 juillet 1822.
A/1104/B	31 octobre – 8 avril 1823.
A/1105	8 avril – 23 juin 1823.
A/1106/A	25 février – 16 juin 1824.
A/1106/B	16 juin – 25 juin 1824.
A/1107	18 juillet – 4 août 1824.
A/1108/A	15 janvier – 24 mars 1825.
A/1108/B	6 avril – 12 mai 1825.
A/1109/A	13 mai – 21 mai 1825.
A/1109/B	22 mai – 8 juin 1825.
A/1110	13 juin 1825 – 7 juin 1826.
A/1111	21 juin – 4 octobre 1826.
A/1112/A	23 février – 2 mai 1827.
A/1112/B	21 février – 2 mai 1827.
A/1113/A	9 mai 1827.
A/1113/B	9 au 21 mai 1827.
A 1114/A	27 mai – 29 mai 1827.
A 1114/B	6 juin – 23 septembre 1827.
A/1115/A	17 mai – 1er juin 1828.
A/1115/B	1er juin 1828.
A/1116	19 juin – 6 août 1828.
A/1117/A	6 août – 31 décembre 1828
A/1117/B	26 mars 1829.

A/1118/A	26 mars 1829
A/1118/B	26 mars – 15 avril 1829.
A/1119/A	15 – 19 avril 1829. – 24 juin 1829.
A/1119/B	28 mai – 24 juin 1829.
A/1120/A	28 juin 1829.
A/1120/B	4 juillet – 15 juillet 1829.
A/1121	2 – 16 août 1829.

Lois de la monarchie de Juillet (9 août 1830 – 30 décembre 1847)

A/1122/A	9 août – 12 septembre 1830.
A/1122/B	8 octobre – 20 octobre 1830.
A/1123/A	26 novembre 1830.
A/1123/B	26 novembre 1830.
A/1124/A	29 novembre 1830 – 5 janvier 1831
A/1124/B	29 janvier – 5 mars 1831.
A/1125/A	20 – 30 mars 1831.
A/1125/B	31 mars – 18 avril 1831.
A/1126/A	19 avril – 28 septembre 1831.
A/1126/B	5 octobre – 19 décembre 1831.
A/1127/A	19 décembre 1831 – 24 janvier 1832.
A/1127/B	26 janvier – 7 février 1832.
A/1128/A	8 février – 2 mars 1832.
A/1128/B	11 – 28 mars 1832.
A/1129/A	28 mars – 15 avril 1832.
A/1129/B	15 – 20 avril 1832.
A/1130/A	21 avril 1832.
A/1130/B	22 avril 1832.
A/1131/A	26 avril – 28 avril 1832
A/1131/B	28 avril – 20 mars 1833.
A/1132/A	31 mars – 15 avril 1833.
A/1132/B	16 – 24 avril 1833.

A/1133/A	24 – 26 avril 1833.
A/1133/B	26 avril – 14 juin 1833.
A/1134/A	22 – 28 juin 1833.
A/1134/B	28 juin – 7 juillet 1833.
A/1135/A	25 juillet 1833 – 30 mars 1834.
A/1135/B	6 avril – 2 mai 1834.
A/1136/A	3 – 17 mai 1834.
A/1136/B	17 – 24 mai 1834.
A/1137/A	24 – 29 mai 1834.
A/1137/B	30 mai – 24 décembre 1834.
A/1138/A	23 janvier – 18 mai 1835.
A/1138/B	25 mai – 14 juin 1835.
A 1139/A	14 – 26 juin 1835.
A/1139/B	27 juin – 2 juillet 1835.
A/1140/A	2 juillet – 17 août 1835.
A/1140/B	17 août – 3 octobre 1835.
A/1141/A	2 décembre 1835 – 26 avril 1836.
A/1141/B	28 avril – 20 mai 1836.
A/1142/A	20 – 28 mai 1836.
A/1142/B	28 mai – 15 juin 1836.
A/1143/A	15 juin – 5 juillet 1836.
A/1143/B	5 – 9 juillet 1836.
A/1144/A	9 juillet 1836.
A/1144/B	9 – 18 juillet 1836.
A/1145/A	20 août 1836 – 1er avril 1837.
A/1145/B	19 avril – 8 mai 1837.
A/1146/A	14 mai – 3 juin 1837.
A/1146/B	6 juin – 8 juillet 1837.
A/1147/A	9 – 17 juillet 1837.
A/1147/B	17 – 18 juillet 1837.
A/1148/A	19 – 20 juillet 1837.
A/1148/B	22 juillet 1837 – 31 mars 1838.

A/1149/A	2 – 27 avril 1838.
A/1149/B	30 avril – 27 mai 1838.
A/1150/A	28 mai 10 juin 1838.
A/1150/B	19 juin – 4 juillet 1838.
A/1151/A	4 – 12 juillet 1838.
A/1151/B	13 juillet – 25 juillet 1838.
A/1152/A	28 juillet – 26 octobre 1838
A/1152/B	18 novembre 1838 – 18 juin 1839.
A/1153/A	25 juin – 19 juillet 1839.
A/1153/B	24 – 26 juillet 1839.
A/1154/A	26 juillet 1839.
A/1154/B	26 juillet – 3 août 1839.
A/1155/A	4 – 7 août 1839.
A/1155/B	7 – 9 août 1839.
A/1156/A	10 août au 17 octobre 1839.
A/1156/B	15 février – 15 avril 1840.
A/1157/A	19 avril – 22 mai 1840.
A/1157/B	31 mai – 10 juin 1840.
A 1158/A	17 – 23 juin 1840.
A 1158/B	24 juin – 12 juillet 1840.
A/1159/A	15 – 16 juillet
A/1159/B	16 juillet – 23 novembre 1840.
A/1160/A	15 janvier – 6 mars 1841.
A/1160/B	19 mars – 23 avril 1841.
A/1161/A	26 avril – 6 mai 1841.
A/1161/B	16 mai – 11 juin 1841.
A/1162/A	12 – 13 juin 1841.
A/1162/B	13 – 17 juin 1841.
A/1163/A	25 juin 1841.
A/1163/B	25 juin – 10 juillet 1841.
A/1164/A	30 août 1841 – 15 décembre 1841.
A/1164/B	23 mars – 3 mai 1842.

A/1165/A	22 – 25 mai 1842.
A/1165/B	4 – 5 juin 1842.
A/1166/A	11 juin 1842.
A/1166/B	11 juin 1842.
A/1167/A	31 mars 1831 – 8 octobre 1842.
A/1167/B	31 mars 1831 – 8 octobre 1842.
A/1168	7 décembre 1842 – 30 avril 1843.
A/1169/1/A	6 mai – 18 juin 1843.
A/1169/1/B	18 – 30 juin 1843.
A/1169/2	Registre annexe de la loi du 6 mai 1843 : procès verbaux d'expertise des biens devant entrer dans un échange projeté entre l'État et le Domaine privé du Roi (avec un plan hors-texte). Absent.
A/1170/A	1er – 19 juillet 1843.
A/1170/B	22 – 24 juillet 1843.
A/1171/A	24 juillet 1844.
A/1171/B	25 janvier – 12 octobre 1844.
A/1172	22 mars – 5 juin 1844.
A/1173/A	12 juin – 2 juillet 1844.
A/1173/B	5 – 19 juillet 1844.
A/1174/A	21 – 26 juillet 1844.
A/1174/B	31 juillet – 3 août 1844.
A/1175/A	3 – 4 août 1844.
A/1175/B	3 – 4 août 1844.
A/1176/A	5 – 24 août 1844.
A/1176/B	18 octobre 1844 – 12 mars 1845.
A/1177/1/A	16 mars – 20 avril 1845.
A/1177/1/B	22 avril – 29 mai 1845.
A/1177/2/A	4 – 20 Juin 1845.
A/1177/2/B	21- 24 juin 1845.
A/1177/3/A	30 juin – 15 juillet 1845.
A/1177/3/B	15 – 17 juillet 1845.
A/1178/1	18 – 19 juillet 1845.

A/1178/2/A	19 juillet 1845.
A/1178/2/B	19 juillet 1845.
A/1179/A	23 août – 30 octobre 1845.
A/1179/B	30 octobre 1845 – 25 mars 1846.
A/1180/A	29 mars – 30 avril 1846.
A/1180/B	5 – 31 mai 1846.
A/1181/A	28 avril – 31 mai 1846.
A/1181/B	1er – 17 juin 1846.
A/1182	21 juin – 3 juillet 1846.
A/1183/A	Loi du 3 juillet 1846.
A/1183/B	Loi du 3 juillet 1846.
A/1184/A	Ordonnance 3 juillet 1846.
A/1184/B	3 juillet – 11 novembre 1846.
A/1185/A	28 janvier – 14 avril 1847.
A/1185/B	20 – 25 avril 1847.
A/1186/A	4 – 24 mai 1847.
A/1186/B	3 – 13 juin 1847.
A/1187/A	20 juin – 11 juillet 1847.
A/1187/B	12 – 22 juillet 1847.
A/1188/A	23 juillet – 8 août 1847.
A/1188/B	8 – 9 août 1847.
A/1189/A	1er septembre – 9 décembre 1847.
A/1189/B	9 août – 30 décembre 1847.

Lois de la Seconde République et du Second Empire (24 février 1848 – 3 septembre 1870)

Pour la Seconde République (1848–1851), les originaux des lois sont conservés dans C/2432/1 à 2432/21. La série A contient des ampliations ou des expéditions authentiques, scellées à partir du 13 juin 1849. Les originaux des décrets et arrêtés du Gouvernement provisoire, du 24 février au 15 juin 1848 sont conservés dans BB/30/1125/1 et 1125/2. Une collection d'originaux des lois des sessions de 1852 à 1859, non scellées, figure dans F/70/470 à 485. Les originaux des lois adoptées par le Corps législatif et le Sénat, transmises au Gouvernement pour promulgation, figurent dans F/70/470 à 494 pour la période 1852 – 1869. Les lois de 1870 (A/1356 et 1357) ne sont pas scellées.

A/1190	Décrets, arrêtés du Gouvernement provisoire. 24 février – 4 mai 1848. (non scellé)
A/1191.	9 mai – 30 décembre 1848.
A/1192	12 décembre 1848 – 26 mai 1849. (non scellé)
A/1193/A	11 – 30 juillet 1849.
A/1193/B	13 juin – 10 juillet 1849.
A/1194/A	1er – 4 août 1849.
A/1194/B	8 – 9 août 1849.
A/1195/A	4 – 10 août 1849.
A/1195/B	10 août – 11 octobre 1849.
A/1196/A	13 octobre 1849.
A/1196/B	13 – 20 octobre 1849.
A/1197/A	23 octobre – 5 novembre 1849.
A/1197/B	6 – 23 novembre 1849.
A/1198/A	26 novembre – 7 décembre 1849.
A/1198/B	20 – 27 décembre 1849.
A/1199/A	2 – 30 janvier 1850.
A/1199/B	31 janvier – 4 février 1850.
A/1199/C	5 – 18 février 1850.
A/1200/A	25 janvier – 19 février 1850.
A/1200/B	1er – 8 mars 1850.
A/1200/C	16 mars – 6 avril 1850.

A/1201/A	11 – 21 avril 1850.
A/1201/B	1er – 21 mai 1850
A/1202/A	30 mai – 4 juin 1850.
A/1202/B	5 – 12 juin 1850.
A/1203/A	13 – 19 juin 1850.
A/1203/B	19 juin – 5 juillet 1850.
A/1204/A	6 – 15 juillet 1850.
A/1204/B	16 – 27 juillet 1850.
A/1205/A	30 juillet – 5 août 1850.
A/1205/B	5 – 6 août 1850.
A/1206/A	7 août 1850.
A/1206/B	7 août 1850.
A/1207/A	13 novembre – 4 décembre 1850.
A/1207/B	10 novembre – 7 décembre 1850.
A/1208/A	19 décembre 1850 – 22 janvier 1851.
A/1208/B	22 – 31 janvier 1851.
A/1209/A	3 – 11 février 1851.
A/1209/B	12 – 28 février 1851.
A 1210/A	8 – 17 mars 1851.
A 1210/B	20 – 28 mars 1851.
A 1211/A	5 – 29 avril 1851.
A 1211/B	29 avril – 15 mai 1851.
A/1212/A	16 mai – 31 mai 1851.
A/1212/B	2 – 20 juin 1851.
A/1213/A	21 juin – 1er juillet 1851.
A/1213/B	1er – 17 juillet 1851
A/1214/A	22 – 29 juillet 1851.
A/1214/B	30 juillet – 5 août 1851.
A/1215/A	6 – 8 août 1851.
A/1215/B	8 août – 1er décembre 1851.
A/1216/A	14 janvier (Constitution) – 21 février 1852.
A/1216/B	1er avril – 2 juin 1852.
A/1216/C.	11 – 20 juin 1852.

A/1217/A	7 – 8 juillet 1852.
A/1217/B	29 juin – 3 juillet 1852.
A/1218/A	8 – 9 juillet 1852.
A/1218/B	9 juillet 1852.
A/1219/A	9 juillet – 25 décembre 1852.
A/1219/B	3 janvier – 23 avril 1853.
A/1220/A	23 avril – 3 mai 1853.
A/1220/B	7 – 14 mai 1853.
A/1221/A	24 mai – 1er juin 1853.
A/1221/B	1er juin 1853.
A/1222/A	4 juin 1853.
A/1222/B	4 juin 1853.
A/1222/C	7 juin 1853.
A/1223/A	7 – 9 juin 1853.
A/1223/B	9 juin 1853.
A/1223/C	9 – 10 juin 1853.
A/1224/A	10 juin 1853.
A/1224/B	10 juin 1853.
A/1224/C	10 juin 1853.
A/1225/A	10 – 30 juin 1853.
A/1225/B	1er juillet – 27 décembre 1853.
A/1226/A	2 février – 20 avril 1854.
A/1226/B	20 avril 1854.
A/1227/A	20 avril 1854.
A/1227/B	20 avril 1854. A signaler : un plan cadastral de Bagneux et de Saint-Hilaire-Saint-Florent (Maine-et-Loire) figurant dans ce carton a été transféré au Service des cartes et plans en 1998.
A/1228/A	20 – 29 avril 1854.
A/1228/B	3 – 8 mai 1854.
A/1229/1/A	20 mai 1854.
A/1229/1/B	23 – 30 mai 1854.
A/1229/2/A	31 mai – 10 juin 1854.
A/1229/2/B	10 juin 1854.

A/1230/A	10 – 14 juin 1854.
A/1230/B	14 – 22 juin 1854. (n° 17704 à 17779)
A/1230/C	22 juin 1854. (n° 17780 à 17784)
A/1231/A	22 juin 1854.
A/1231/B	22 – 24 juin 1854.
A/1232/1/A	24 – 29 juin 1854.
A/1232/1/B	29 juin 1854.
A/1232/1/C	29 juin – 9 septembre 1854.
A/1232/2/A	11 novembre 1854 – 19 février 1855
A/1232/2/B	19 – 26 février 1855.
A/1233/A	9 – 23 mars 1855.
A/1233/B	26 mars 1855.
A/1233/C	31 mars 1855.
A/1234/A	4 – 25 avril 1855.
A/1234/A	25 – 26 avril 1855.
A/1235/A	2 mai 1855.
A/1235/B	2 – 5 mai 1855.
A/1236/A	5 mai 1855.
A/1236/B	5 mai 1855.
A/1237/A	5 mai 1855.
A/1237/B	5 mai – 20 juillet 1855.
A/1238/A	10 août 1855 – 22 avril 1856.
A/1238/B	23 – 26 avril 1856.
A/1239/A	26 avril 1856.
A/1239/A	26 avril 1856.
A/1240/A	26 avril – 3 mai 1856.
A/1240/B	3 – 10 mai 1856.
A/1241/A	14 mai 1856.
A/1241/B	14 et 17 mai 1856.
A/1242/A	26 mai 1856.
A/1242/B	321 mai–13 juin 1856.
A/1243/A	18 – 25 juin 1856.
A/1243/B	25 – 28 juin 1856.

A/1244/A	28 juin 1856.
A/1244/B	28 juin – 7 juillet 1856.
A 1245/A	8 – 10 juillet 1856.
A/1245/B	10 juillet 1856.
A/1246/A	14 – 17 juillet 1856.
A/1246/B	17 juillet 1856.
A/1246/C	21 juillet 1856.
A/1247/A	21 juillet – 1er décembre 1856.
A/1247/B	20 décembre 1856 – 18 mars 1857.
A/1248/A	4 avril 1857.
A/1248/B	4 – 29 avril 1857.
A/1249/A	19 – 25 mai 1857.
A/1249/B	25 – 30 mai 1857.
A/1249/C	30 mai 1857.
A/1250/A	1er juin 1857.
A/1250/B	1er – 3 juin 1857.
A/1250/C	1er – 3 juin 1857.
A/1251/A	6 juin 1857.
A/1251/B	6 juin 1857.
A/1252/A	9 – 19 juin 1857.
A/1252/B	19 juin 1857.
A/1252/C	19 juin 1857.
A/1253/A	19 – 23 juin 1857.
A/1253/B	23 juin – 31 octobre 1857.
A/1253/C	4 novembre 1857.
A/1254/A	20 janvier – 17 mars 1858.
A/1254/B	17 – 27 mars 1858.
A/1255/A	10 – 24 avril 1858.
A/1255/B	24 – 28 avril 1858.
A/1255/C	1er mai 1858.
A/1256/A	6 – 12 mai 1858.
A/1256/B	12 mai 1858.
A/1257/A	18 mai 1858.
A/1257/B	18 mai 1858.

A/1258/A	21 mai 1858.
A/1258/B	21 – 28 mai 1858.
A/1259/A	28 mai 1858.
A/1259/B	28 mai – 25 juin 1858.
A/1260/A	7 octobre 1858 – 1er mars 1859.
A/1260/B	4 – 31 mars 1859.
A/1260/C	31 mars 1859.
A/1261/A	16 avril 1859.
A/1261/B	16, 20, 28 avril 1859.
A/1262/A	2 – 14 mai 1859.
A/1262/B	14 – 19 mai 1859.
A/1263/A	31 mai 1859.
A/1263/B	31 mai 1859.
A/1263/C	28 mai 1859.
A/1264/A	4 – 11 juin 1859.
A/1264/B	11 juin 1859.
A/1265/A	14 1859.
A/1265/B	16 juin 1859.
A/1266	16 – 18 juin 1859. (2 ^e épreuve du 19 octobre 1859)
A/1267/A	2 août 1859 – 30 septembre 1859.
A/1267/B	20 octobre – 24 décembre 1859.
A/1267/C	24 décembre 1859 – 21 mars 1860.
A/1268/A	25 – 30 avril 1860.
A/1268/B	30 avril 1860.
A/1268/C	30 avril – 5 mai 1860.
A/1269/A	9 mai 1860.
A/1269/B	9 mai 1860.
A/1269/C	9 mai 1860. (sceaux cassés : n ^o 30654 et 30658)
A/1270/A	16 mai – 21 mai 1860.
A/1270/B	21 mai 1860.
A/1270/C	23 mai – 11 juin 1860.
A/1271/A	12 – 20 juin 1860.
A/1271/B	20 – 28 juin 1860.
A/1271/C	28 juin 1860.

A/1272/A	6 – 7 juillet 1860.
A/1272/B	6 – 14 juillet 1860. (sceaux cassés)
A/1273/A	14 juillet 1860.
A/1273/B	14 – 18 juillet 1860.
A/1274/A	24 juillet 1860.
A/1274/B	24 – 25 juillet 1860.
A/1275/A	26 – 28 juillet 1860.
A/1275/B	1er août 1860.
A/1276/A	18 août – 21 novembre 1860.
A/1276/B	24 novembre 1860 – 16 février 1861.
A/1277	16 mars – 20 avril 1861.
A/1278/A	20 avril – 2 mai 1861.
A/1278/B	2 – 10 mai 1861.
A/1279/A	15 – 18 mai 1861.
A/1279/B	18 – 29 mai 1861.
A/1279/C	29 mai – 5 juin 1861.
A/1280/A	12 juin 1861.
A/1280/B	12 – 18 juin 1861.
A/1281/A	25 – 26 juin 1861.
A/1281/B	26 juin 1861.
A/1281/C	28 juin 1861.
A 1282/A	28 juin – 2 juillet 1861.
A/1282/B	3 juillet 1861.
A/1283/A	3 juillet 1861.
A/1283/B	14 juillet 1861 – 3 mars 1862.
A/1284/1/A	18 – 19 mars 1862.
A/1284/1/B	19 mars – 5 avril 1862.
A/1284/2/A	16 avril 1862.
A/1284/2/B	16 – 22 avril 1862.
A/1285/A	3 – 24 mai 1862.
A/1285/B	24 mai – 4 juin 1862.
A/1286/A	9 – 28 juin 1862.
A/1286/B	2 juillet 1862.

A/1287/A	2 juillet 1862.
A/1287/B	2 juillet 1862.
A/1288/A	6 juillet 1862.
A/1288/B	6 juillet 1862.
A/1289/A	6 juillet 1862.
A/1289/B	6 juillet 1862.
A/1290/A	6 juillet 1862.
A/1290/B	6 juillet – 24 septembre 1862.
A/1291/A	31 janvier – 4 mars 1863.
A/1291/B	4 mars 1863.
A/1292/A	7 – 25 mars 1863.
A/1292/B	25 mars 1863.
A/1293/A	25 – 28 mars 1863.
A/1293/B	28 mars – 18 avril 1863.
A/1294/A	22 avril 1863.
A/1294/B	22 avril 1863.
A/1295/A	25 avril – 2 mai 1863.
A/1295/B	2 mai 1863.
A/1296/A	6 mai 1863.
A/1296/B	9 mai 1863.
A/1296/C	9 mai 1863.
A/1297/A	13 – 16 mai 1863.
A/1297/B	16 mai 1863.
A/1298/A	20 mai 1863.
A/1298/B	20 mai 1863.
A/1299/A	23 mai 1863.
A/1299/B	23 mai 1863.
A/1300	27 mai 1863.
A/1301/A	30 mai – 26 juin 1863.
A/1301/B	1er juillet – 31 décembre 1863.
A/1302/A	5 – 6 janvier 1864.
A/1302/B	9 janvier 1864.
A/1303	16 – 30 janvier 1864.

A/1304/A	3 – 17 février 1864.
A/1304/B	17 février 1864.
A/1305	9 – 12 mars 1864.
A/1306/A	19 mars – 6 avril 1864.
A/1306/B	6 avril 1864.
A/1307	9 – 20 avril 1864.
A/1308/A	27 – 29 avril 1864.
A/1308/B	4 – 7 mai 1864.
A/1309/A	14 mai 1864.
A/1309/B	18 mai 1864.
A/1310/A	21 – 25 mai 1864.
A/1310/B	28 mai 1864.
A/1311/A	1er juin 1864.
A/1311/B	4 juin 1864.
A/1312/A	8 juin 1864.
A/1312/B	28 juin – 31 décembre 1864.
A/1313	31 janvier – 15 avril 1865.
A/1314/A	19 avril 1865.
A/1314/B	22 avril – 10 mai 1865.
A/1315	13 mai 1865.
A/1316	17 mai 1865.
A/1317/A	24 mai 1865.
A/1317/B	24 mai 1865.
A/1318	27 mai 1865.
A/1319/A	31 mai 1865.
A/1319/B	3 juin 1865.
A/1320/A	14 – 20 juin 1865.
A 1320/B	21 juin 1865.
A/1321/A	24 juin 1865.
A/1321/B	24 – 28 juin 1865.

A/1322/A	28 – 30 juin 1865.
A/1322/B	1er juillet 1865.
A/1323	5 juillet 1865.
A/1324/A	8 juillet 1865.
A/1324/B	8 – 10 juillet 1865. (Un sceau manquant : loi 43910)
A 1325/A	12 juillet 1865. (Un sceau manquant)
A 1325/B	12 – 14 juillet 1865.
A/1326/A	26 juillet – 27 décembre 1865.
A/1326/B	18 octobre – 27 décembre 1865.
A/1327/A	13 janvier – 7 mars 1866.
A/1327/B	10 mars – 7 avril 1866.
A/1328/A	21 – 28 avril 1866.
A/1328/B	5 – 9 mai 1866.
A/1329/A	12 mai 1866.
A/1329/B	16 – 19 mai 1866.
A/1330/A	30 mai – 6 juin 1866.
A/1330/B	13 juin 1866.
A/1331/A	13 juin 1866.
A/1331/B	20 juin 1866.
A/1332/A	27 – 30 juin 1866.
A/1332/B	4 – 11 juillet 1866.
A/1333/A	11 juillet 1866.
A/1333/B	11 juillet 1866.
A/1334/A	14 1866
A/1334/B	14 1866
A/1334/C	18 juillet 1866.
A/1335/A	18 juillet – 12 septembre 1866
A/1335/B	27 octobre – 19 décembre 1866.
A/1336/A	30 janvier – 17 avril 1867.
A/1336/B	17 avril 1867
A/1337	1er – 25 mai 1867.
A/1338/A	1er– 15 juin 1867
A/1338/B	19 juin 1867.

A/1339/A A/1339/B	26 juin – 9 juillet 10 – 13 juillet 1867.
A/1340/A A/1340/B	17 juillet 1867. 20 juillet 1867.
A/1341/A A/1341/B	22 – 27 juillet 1867. 27 juillet 1867.
A 1342/A A/1342/B	27 – 31 juillet 1867. 31 juillet 1867.
A/1343/A A/1343/B	31 juillet – 3 août 1867 25 septembre – 28 décembre 1867.
A/1344/A A/1344/B	8 janvier – 7 mars 1868. 7 mars 1868.
A/1345/A A/1345/B	11 mars – 4 avril 1868. 8 avril – 23 mai 1868.
A/1346/A A/1346/B	30 mai – 17 juin 1868 17 – 27 juin 1868.
A/1347/A A/1347/B	4 – 11 juillet 1868. 11 juillet 1868.
A/1348/A A/1348/B	18 juillet – 26 juillet 1868. 30 juillet – 2 août 1868.
A/1349/A A/1349/B A/1349/C	10 août 1868. 10 août ; 28 octobre ; 7 novembre 1868. 4 décembre – 31 décembre 1868.
A/1350/A A/1350/B	25 janvier – 17 mars 1869. 27 mars – 15 avril 1869.
A/1351/A A/1351/B	17 – 24 avril 1869. 24 avril 1869.
A/1352	1er – 5 mai 1869.
A/1353	8 mai 1869.
A/1354/A A/1354/B	12 – 15 mai 1869. 15 mai 1869.
A/1355	19 mai – 22 décembre 1869.

A/1356 3 janvier – 22 juillet 1870. (non scellé)

A/1357 23 juillet – 3 septembre 1870.(non scellé)

Lois de la Troisième République (4 novembre 1870 – 23 mai 1940)

Non scellées.

A/1358 4 novembre 1870 – 29 décembre 1871.

A/1359 5 janvier – 28 mars 1872.

A/1360 9 mars – 24 juillet 1872.

A/1361 26 juillet – 30 décembre 1872.

A/1362 7 janvier – 2 avril 1873.

A/1363 4 avril – 23 juillet 1873.

A/1364 24 juillet – 30 décembre 1873.

A/1365 8 janvier – 19 mai 1874.

A/1366 20 mai – 28 juillet 1874.

A/1367 29 juillet – 24 décembre 1874.

A/1368 5 janvier – 29 mai 1875.

A/1369 31 mai – 22 juillet 1875.

A/1370 23 juillet – 4 août 1875.

A/1371 30 septembre – 14 décembre 1875.

A/1372 15 – 31 décembre 1875.

A/1373 12 janvier – 10 août 1876.

A/1374 12 – 27 août 1876.

A/1375 31 août – 31 décembre 1876.

A/1376 5 janvier – 7 avril 1877.

A/1377 9 mai – 5 juillet 1877.

A/1378	7 juillet – 28 décembre 1877.
A/1379	2 janvier – mars 1878.
A/1380	1er avril – 28 mai 1878.
A/1381	1er – 21 juin 1878.
A/1382	22 juin – 21 décembre 1878.
A/1383	22 – 28 décembre 1878.
A/1384	2 janvier – 12 avril 1879.
A/1385	15 avril – 28 juillet 1879.
A/1386	30 juillet – 6 août 1879.
A/1387	7 – 16 août 1879.
A/1388	17 août – 23 décembre 1879.
A/1389	24 – 30 décembre 1879.
A/1390	12 janvier – 19 mars 1880.
A/1391	20 mars – 10 avril 1880.
A/1392	12 avril – 11 juin 1880.
A/1393	12 juin – 10 juillet 1880.
A/1394	12 – 15 juillet 1880.
A/1395	16 – 22 juillet 1880.
A/1396	23 – 31 juillet 1880.
A/1397	2 août – 27 décembre 1880.
A/1398	28 – 31 décembre 1880.
A/1399	1er janvier – 12 février 1881.
A/1400	22 février – 19 avril 1881.
A/1401	20 avril – 27 mai 1881.

A/1402	2 – 29 juin 1881.
A/1403	30 juin – 27 juillet 1881.
A/1404	28 juillet – 1er août 1881.
A/1405	2–8 août 1881.
A/1406	9 – 20 août 1881.
A/1407	22 août – 26 novembre 1881.
A/1408	1er – 29 décembre 1881.
A/1409	1er janvier – 7 avril 1882.
A/1410	8 avril – 11 mai 1882.
A/1411	13 mai – 23 juin 1882.
A/1412	27 juin – 10 juillet 1882.
A/1413	11 – 31 juillet 1882.
A/1414	2 – 5 août 1882.
A/1415	7 – 21 août 1882.
A/1416	21 août – 26 septembre 1882.
A/1417	26 septembre – 14 décembre 1882.
A/1418	18 – 28 décembre 1882.
A/1419	29 – 31 décembre 1882.
A/1420	4 janvier – 21 mars 1883.
A/1421	22 mars – 18 juin 1883.
A/1422	20 juin – 25 juillet 1883.
A/1423	26 juillet – 2 août 1883.
A/1424	3 – 16 août 1883.
A/1425	17 août – 20 novembre 1883.
A/1426	20 novembre – 20 décembre 1883.

A/1427	22 – 31 décembre 1883.
A/1428	3 janvier – 25 mars 1884.
A/1429	4 – 9 avril 1884.
A/1430	12 avril – 3 juillet 1884.
A/1431	4 juillet – 1er août 1884.
A/1432	2 – 13 août 1884.
A/1433	14 août – 1er décembre 1884.
A/1434	4 – 26 décembre 1884.
A/1435	27 – 30 décembre 1884.
A/1436	10 janvier – 2 mars 1885.
A/1437	3 – 22 mars 1885.
A/1438	25 mars – 15 juin 1885.
A/1439	16 juin – 16 juillet 1885.
A/1440	17 – 30 juillet 1885.
A/1441	31 juillet – 6 août 1885.
A 1442	7 – 8 août 1885.
A 1443	10 – 12 août 1885.
A/1444	13 – 17 août 1885.
A/1445	17 août – 28 novembre 1885.
A/1446	5 – 31 décembre 1885.
A/1447	1er janvier – 27 mars 1886.
A/1448	29 mars – 14 mai 1886.
A/1449	16 juin – 13 juillet 1886.
A/1450	15 – 22 juillet 1886.

A/1451	27 – 31 juillet 1886.
A/1452	2 août – 26 novembre 1886.
A/1453	30 novembre – 30 décembre 1886.
A/1454	11 janvier – 26 février 1887.
A/1455	27 février – 29 mars 1887.
A/1456	30 mars – 9 juin 1887.
A/1457	11 juin – 21 juillet 1887.
A/1458	22 – 29 juillet 1887.
A/1459	1er août – 30 décembre 1887.
A/1460	7 janvier – 15 mars 1888.
A/1461	19 mars – 6 avril 1888.
A/1462	7 avril – 22 juin 1888.
A/1463	23 juin – 6 août 1888.
A/1464	8 août – 21 décembre 1888.
A/1465	22 – 31 décembre 1888.
A/1466	4 janvier – 13 février 1889.
A/1467	16 février – 18 mars 1889.
A/1468	19 mars – 24 avril 1889.
A/1469	26 avril – 24 juin 1889.
A/1470	25 juin – 15 juillet 1889.
A/1471	16 – 20 juillet 1889.
A/1472	22 – 29 juillet 1889.
A/1473	30 juillet – 28 décembre 1889.
A/1474	2 janvier – 25 février 1890.
A/1475	5 – 20 mars 1890.

A/1476	22 mars – 15 avril 1890.
A/1477	1er mai – 5 juillet 1890.
A/1478	7 – 31 juillet 1890.
A/1479	1er – 8 août 1890.
A/1480	11 – 30 août 1890.
A/1481	6 octobre – 23 décembre 1890.
A/1482	24 – 31 décembre 1890.
A/1483	5 janvier – 21 février 1891.
A/1484	6 – 31 mars 1891.
A/1485	1er – 29 avril 1891.
A/1486	12 mai – 7 juin 1891.
A/1487	9 – 21 juin 1891.
A/1488	22 juin – 20 juillet 1891.
A/1489	21 juillet – 3 août 1891.
A/1490	5 septembre – 9 décembre 1891.
A/1491	10 – 31 décembre 1891.
A/1492	2 – 13 janvier 1892.
A/1493	14 – 26 janvier 1892.
A/1494	28 janvier – 31 mars 1892.
A/1495	2 – 21 avril 1892.
A/1496	4 mai – 30 juin 1892.
A/1497	2 – 21 juillet 1892.
A/1498	22 juillet – 3 août 1892.
A/1499	14 septembre – 30 novembre 1892.

A/1500	1er – 30 décembre 1892.
A/1501	3 – 30 janvier 1893.
A/1502	1er février – 24 mars 1893.
A/1503	28 mars – 14 avril 1893.
A/1504	28 avril – 30 mai 1893.
A 1505	2 juin – 4 juillet 1893.
A/1506	5 – 25 juillet 1893.
A/1507	26 – 31 juillet 1893.
A/1508	1er – 20 août 1893.
A/1509	14 octobre – 20 décembre 1893.
A/1510	21 – 30 décembre 1893.
A/1511	3 janvier – 22 mars 1894.
A/1512	23 mars – 19 juillet 1894.
A/1513	20 – 28 juillet 1894.
A/1514	29 juillet – 7 août 1894.
A/1515	9 – 20 août 1894.
A/1516	5 novembre – 26 décembre 1894.
A/1517	27 – 31 décembre 1894.
A/1518	5 janvier – 25 février 1895.
A/1519	1er mars – 10 avril 1895.
A/1520	12 – 27 avril 1895.
A/1521	28 avril – 29 juin 1895.
A/1522	3 – 18 juillet 1895.
A/1523	19 – 24 juillet 1895.
A/1524	26 juillet – 30 novembre 1895.

A/1525	6 – 27 décembre 1895.
A/1526	28 – 29 décembre 1895.
A/1527	30 – 31 décembre 1895.
A/1528	1er janvier – 21 février 1896.
A/1529	28 février – 28 mars 1896.
A/1530	29 mars – 25 avril 1896.
A/1531	2 mai – 30 juin 1896.
A/1532	1er – 20 juillet 1896.
A/1533	21 – 31 juillet 1896.
A/1534	6 août – 17 décembre 1896.
A/1535	18 – 22 décembre 1896.
A/1536	24 – 30 décembre 1896.
A/1537	8 janvier – 12 février 1897.
A/1538	16 février – 26 mars 1897.
A/1539	29 mars – 5 avril 1897.
A/1540	6 avril – 25 juin 1897.
A/1541	29 juin – 17 juillet 1897.
A/1542	20 – 25 juillet 1897.
A/1543	27 juillet – 6 août 1897.
A/1544	9 août – 1er décembre 1897.
A/1545	2 – 23 décembre 1897.
A/1546	24 – 31 décembre 1897.
A/1547	6 janvier – 28 février 1898.
A/1548	1er – 31 mars 1898.

A/1549	1er – 9 avril 1898.
A/1550	13 avril 1898 (budget).
A/1551	15 avril 1898.
A/1552	17 – 29 avril 1898.
A 1553	28 mai – 30 juillet 1898.
A/1554	1er août – 13 décembre 1898.
A/1555	16 – 25 décembre 1898.
A/1556	26 – 31 décembre 1898.
A/1557	9 – 31 janvier 1899.
A/1585	1er février – 30 mars 1899.
A/1559	31 mars – 26 mai 1899.
A/1560	30 mai – 2 juin 1899.
A/1561	5 juin – 7 juillet 1899.
A/1562	8 juillet – 30 décembre 1899.
A/1563	3 janvier – 17 février 1900.
A/1564	24 février – 9 avril 1900.
A/1565	12 – 13 avril 1900.
A/1566	14 – 22 avril 1900.
A/1567	25 avril – 30 juin 1900.
A 1568	1er – 11 juillet 1900.
A/1569	12 – 30 juillet 1900.
A/1570	7 août – 28 décembre 1900.
A/1571	29 – 31 décembre 1900.
A/1572	2 janvier – 16 février 1901.
A/1573	18 – 28 février 1901.

A/1574	2 – 31 mars 1901.
A/1575	1er avril – 31 mai 1901.
A/1576	8 – 29 juin 1901.
A/1577	1er – 6 juillet 1901.
A/1578	8 – 12 juillet 1901.
A/1579	14 juillet – 1er août 1901.
A/1580	8 novembre – 21 décembre 1901.
A/1581	23 – 31 décembre 1901.
A/1582	2 janvier – 15 février 1902.
A/1583	19 – 28 février 1902.
A/1584	1er – 29 mars 1902.
A/1585	30 mars 1902.
A/1586	6 – 25 avril 1902.
A/1587	30 avril 1902.
A/1588	2 mai – 29 août 1902.
A/1589	16 octobre – 23 novembre 1902.
A/1590	4 – 30 décembre 1902.
A/1591	2 janvier – 28 février 1903.
A/1592	1er – 30 mars 1903.
A/1593	31 mars 1903.
A/1594	1er avril – 11 mai 1903.
A/1595	13 juin – 31 juillet 1903.
A/1596	4 août – 29 décembre 1903.
A/1597	30 – 31 décembre 1903.

A/1598	1er janvier – 9 mars 1904.
A/1599	12 mars – 16 avril 1904.
A/1600	18–22 avril 1904.
A/1601	15 juin – 9 juillet 1904.
A/1602	14 juillet – 25 novembre 1904.
A 1603	26 novembre – 31 décembre 1904.
A/1604	3 janvier – 28 février 1904.
A/1605	1er – 21 mars 1905.
A/1606	24 mars – 19 avril 1905.
A 1607	21 – 22 avril 1905.
A/1608	1er mai – 11 juillet 1905.
A/1609	12 juillet – 29 août 1905.
A/1610	2 novembre – 31 décembre 1905.
A/1611	1er janvier – 14 mars 1906.
A/1612	16 – 31 mars 1906.
A/1613	1er – 14 avril 1906.
A/1614	17 avril 1906.
A/1615	18 – 30 avril 1906.
A/1616	3 mai – 18 juillet 1906.
A/1617	19 juillet – 14 août 1906.
A/1618	24 septembre – 26 décembre 1906.
A/1619	27 – 31 décembre 1906.
A/1620	2 – 30 janvier 1907 (budget).
A/1621	5 – 27 février 1907.
A/1622	5 – 27 mars 1907.

A/1623	28 mars – 3 juin 1907.
A/1624	7 – 30 juin 1907.
A/1625	1er – 20 juillet 1907.
A/1626	23 – 31 juillet 1907.
A/1627	2 août – 27 novembre 1907.
A/1628	4 – 30 décembre 1907.
A/1629	31 décembre 1907 (budget).
A/1630	5 janvier – 29 février 1908.
A/1631	5 mars – 8 avril 1908.
A/1632	10 avril – 30 juin 1908.
A/1633	4 – 15 juillet 1908.
A/1634	16 juillet – 18 décembre 1908.
A/1635	19 – 24 décembre 1908.
A/1636	26 – 30 décembre 1908 (budget).
A/1637	4 janvier – 15 février 1909.
A/1638	19 février – 3 avril 1909.
A/1639	5 avril – 29 mai 1909.
A/1640	4 juin – 14 juillet 1909.
A/1641	16 – 21 juillet 1909.
A/1642	22 juillet – 27 novembre 1909.
A/1643	4 – 31 décembre 1909.
A/1644	4 janvier – 26 février 1910.
A/1645	4 – 29 mars 1910.
A/1646	30 mars – 4 avril 1910.

A/1647	5 – 9 avril 1910.
A/1648	10 – 16 avril 1910 (budget).
A/1649	19 avril – 7 août 1910.
A/1650	2 septembre – 15 décembre 1910.
A/1651	16 – 31 décembre 1910.
A/1652	27 janvier – 20 mars 1911.
A/1653	24 mars – 1er mai 1911.
A/1654	6 mai – 11 juillet 1911.
A/1655	13 – 18 juillet 1911 (budget).
A/1656	20 juillet – 11 décembre 1911.
A/1657	14 – 27 décembre 1911.
A/1658	28 – 30 décembre 1911.
A/1659	5 janvier – 26 février 1912.
A/1660	27 – 28 février 1912 (budget).
A 1661	6 – 28 mars 1912.
A/1662	29 mars – 13 avril 1912.
A/1663	20 avril – 12 juillet 1912.
A/1664	13 juillet 1912.
A/1665	15 juillet – 4 août 1912.
A/1666	8 août – 22 décembre 1912.
A/1667	23 – 31 décembre 1912.
A/1668	4 janvier – 19 mars 1913.
A/1669	20 mars – 2 avril 1913.
A/1670	3 avril – 27 juin 1913.
A/1671	28 juin – 29 juillet 1913.

A/1672	30 juillet 1913 (budget).
A/1673	31 juillet – 9 août 1913.
A/1674	11 août – 24 décembre 1913.
A/1675	26 – 31 décembre 1913.
A/1676	5 janvier – 11 mars 1914.
A/1677	15 – 25 mars 1914.
A/1678	27 – 31 mars 1914.
A/1679	1er – 15 avril 1914.
A/1680	16 avril – 4 juillet 1914.
A/1681	10 – 15 juillet 1914.
A/1682	15 juillet 1914.
A/1683	20 juillet – 12 août 1914.
A/1684	13 août – 30 décembre 1914.
A/1685	31 janvier – 31 mars 1915.
A/1686	1er – 28 avril 1915.
A/1687	1er mai – 4 août 1915.
A/1688	6 août – 30 octobre 1915.
A/1689	9 novembre – 31 décembre 1915.
A/1690	4 janvier – 14 mars 1916.
A/1691	15 mars – 22 avril 1916.
A/1692	24 avril – 30 juin 1916.
A/1693	1er juillet – 4 octobre 1916.
A/1694	6 octobre – 31 décembre 1916.
A/1695	1er janvier – 31 mars 1917.

A/1696	3 avril – 30 juin 1917.
A/1697	3 juillet – 4 août 1917.
A/1698	5 août – 18 décembre 1917.
A/1699	19 – 31 décembre 1917.
A/1700	2 janvier – 25 mars 1918.
A/1701	27 mars – 31 mai 1918.
A/1702	7 – 29 juin 1918.
A/1703	1er juillet – 30 octobre 1918.
A/1704	6 novembre – 29 décembre 1918.
A/1705	30 – 31 décembre 1918.
A/1706	4 janvier – 30 mars 1919.
A/1707	31 mars 1919.
A/1708	2 – 30 avril 1919.
A/1709	6 mai – 30 juin 1919.
A/1710	1er – 31 juillet 1919.
A/1711	1er août – 30 septembre 1919.
A/1712	1er – 17 octobre 1919.
A/1713	18 – 23 octobre 1919.
A/1714	24 octobre – 24 novembre 1919.
A/1715	23 décembre 1919 – 29 février 1920.
A/1716	3 mars – 30 avril 1920.
A/1717	4 mai – 29 juin 1920.
A/1718	1er – 31 juillet 1920.
A/1719	1er août – 1er septembre 1920.
A/1720	14 octobre – 31 décembre 1920.

A/1721	6 janvier – 28 février 1921.
A/1722	1er – 31 mars 1921.
A/1723	2 – 29 avril 1921.
A/1724	30 avril 1921.
A/1725	1er mai – 10 juin 1921.
A/1726	15 juin – 18 juillet 1921.
A/1727	19 – 27 juillet 1921.
A/1728	28 juillet – 30 décembre 1921.
A/1729	31 décembre 1921 (budget).
A/1730/1	12 octobre 1919 (traité de Versailles).
A/1730/2	Lois sur les conventions et traités de paix. 1919–1921.
A/1730/3	Lois sur les conventions et traités de paix (traité de Neuilly). 1919–1921.
A/1730/4	Lois sur les conventions et traités de paix. 1919–1921.
A/1731/1	3 janvier – 28 février 1922.
A/1731/2	1er – 31 mars 1922.
A/1732	2 – 28 avril 1922.
A/1733	6 mai – 30 juin 1922.
A/1734	1er – 27 juillet 1922.
A/1735	10 août – 11 décembre 1922.
A/1736	15 – 31 décembre 1922.
A/1737	1er janvier – 28 février 1923.
A/1738	1er – 31 mars 1923.
A/1739	1er – 24 avril 1923.
A/1740	4 mai – 29 juin 1923.

A/1741	30 juin 1923 (budget).
A/1742	2 – 22 juillet 1923.
A/1743	24 juillet – 29 septembre 1923.
A/1744	6 octobre – 27 décembre 1923.
A/1745	28 – 30 décembre 1923.
A/1746	3 janvier – 21 mars 1924.
A/1747	22 mars – 13 avril 1924.
A/1748	14 – 26 avril 1924.
A/1749	27 avril – 1er juin 1924.
A/1750	5 juin – 17 juillet 1924.
A/1751	18 juillet – 15 août 1924.
A/1752	18 août – 31 décembre 1924.
A/1753	2 janvier – 28 février 1925.
A/1754	1er mars – 15 avril 1925.
A/1755	20 avril – 11 juillet 1925. Et une loi du 19 avril 1924, transmise en juillet 1925, relative à l'exposition internationale de la houille blanche et du tourisme (Grenoble, 1925).
A/1756	13 juillet 1925 (budget).
A/1757	15 juillet – 9 août 1925.
A/1758	12 août – 31 décembre 1925.
A/1759	1er janvier – 27 février 1926.
A/1760	4 mars – 27 avril 1926.
A/1761	29 avril 1926 (budget).
A/1762	30 avril – 22 juillet 1926.
A/1763	1er – 18 août 1926.

A/1764	19 – 22 août 1926 (budget).
A/1765	27 août – 31 décembre 1926.
A/1766	4 janvier – 28 février 1927.
A/1767	5 mars – 14 avril 1927.
A/1768	15 avril – 13 juillet 1927.
A/1769	15 – 28 juillet 1927.
A/1770	29 juillet – 26 décembre 1927.
A/1771	27 – 31 décembre 1928 (budget).
A/1772	2 janvier – 29 février 1928.
A/1773	2 – 8 mars 1928.
A 1774	9 – 18 mars 1928.
A/1775	19 – 27 mars 1928.
A/1776	28 – 30 mars 1928.
A/1777	31 mars – 6 avril 1928.
A/1778	7 avril – 30 juin 1928.
A/1779	2 juillet – 23 décembre 1928.
A/1780	27 – 31 décembre 1928.
A/1781	4 – 31 janvier 1929.
A 1782	13 février – 29 mars 1929.
A 1783	30 mars – 14 avril 1929.
A 1784	16 avril – 11 juillet 1929.
A 1785	13 juillet – 30 août 1929.
A/1786	4 septembre – 30 décembre 1929.
A/1787	1er janvier – 7 avril 1930.

A/1788	8 – 16 avril 1930.
A/1789	17 – 30 avril 1930.
A/1790	1er mai – 13 juillet 1930.
A/1791	16 juillet – 30 décembre 1930.
A/1792	1er janvier – 19 mars 1931.
A/1793	20 – 30 mars 1931.
A/1794	31 mars 1931 (budget).
A/1795	1er avril – 17 juin 1931.
A/1796	20 juin – 11 juillet 1931.
A/1797	15 juillet – 31 décembre 1931.
A/1798	2 janvier – 24 février 1932.
A/1799	1er – 30 mars 1932.
A/1800	31 mars – 13 avril 1932.
A 1801	14 – 30 avril 1932.
A 1802	3 – 24 Mai 1932.
A 1803	16 – 18 juillet 1932.
A/1804	10 août – 31 décembre 1932.
A/1805	31 mars 1932 (budget de 1932).
A/1806	janvier – février 1933.
A/1807	Mars – mai 1933.
A/1808	3 juin – 11 juillet 1933.
A/1809	12 – 31 juillet 1933.
A 1810	Août – décembre 1933.
A/1811	31 mai 1933 (budget de 1933).
A/1812	Janvier – février 1934.

A/1813	Mars – 20 juin 1934.
A/1814	21 juin – 12 juillet 1934.
A/1815	16 juillet – 30 décembre 1934.
A/1816	Budget de 1935.
A/1817	5 janvier – 14 mars 1935.
A/1818	15 mars – 14 avril 1935.
A/1819	15 avril – mai 1935.
A/1820	Juin – 10 juillet 1935.
A/1821	11 juillet – 31 décembre 1935.
A/1822	Janvier – 11 mars 1936.
A/1823	12 – 31 mars 1936.
A/1824	1er avril – 31 juillet 1936.
A/1825	1er – 19 août 1936.
A/1826	20 août – 27 octobre 1936.
A/1827	28 octobre – 31 décembre 1936.
A/1828	Budget de 1936.
A/1829	Budget de 1937 : France et Algérie.
A/1830	14 Janvier – 26 février 1937.
A/1831	10 mars – 30 juin 1937.
A/1832	2 – 20 juillet 1937.
A/1833	21 juillet – 31 décembre 1937. Décrets-lois d'août 1937.
A/1834	Budget de 1938.
A/1835	5 Janvier – 17 février 1938. Code de justice militaire (marine), 13 janvier 1938.

A/1836	18 février – 12 avril 1938.
A 1837	13 avril – 31 décembre 1938.
A/1838	6 février 1938 (règlement définitif des budgets de 1920 à 1923).
A/1839	6 février 1938 (règlement définitif des budgets de 1924 et 1925).
A/1840	31 décembre 1938 (loi fixant le budget de 1939).
A/1841	4 janvier – 27 mars 1939.
A/1842	1er avril – 30 juin 1939.
A/1843	3 juillet – 31 décembre 1939.
A/1844	13 janvier 1939 (règlement définitif des budgets de 1926 à 1928).
A/1845	13 janvier 1939 (règlement définitif des budgets de 1929 à 1933).
A/1846	15 janvier – 23 mai 1940.